

# Roumanie

La **Roumanie** (en roumain : *România*) est un pays d'Europe de l'Est, partagé entre Europe centrale, orientale et du Sud-Est<sup>6</sup>. C'est le sixième pays le plus peuplé de l'Union européenne et le huitième pays le plus grand pour sa superficie totale. La géographie du pays est structurée par les Carpates, le Danube et le littoral de la mer Noire. La Roumanie a comme pays frontaliers la Hongrie, l'Ukraine, la Moldavie, la Bulgarie et la Serbie.

Une forte majorité de la population s'identifie comme roumaine sur le plan ethnique (89 %) et de tradition chrétienne orthodoxe (81 %) ; 11 % des habitants déclarent appartenir à des minorités ethniques et 19 % à des confessions minoritaires ou être sans religion.

L'État roumain moderne émerge au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, mais l'histoire des Roumains est bien plus ancienne. Leur langue est romane et leurs origines se déclinent depuis les Thraco-Romains, à travers la Mésie (province romaine danubienne), la Dacie (pays des Thraces du Nord, conquis par l'empereur romain Trajan en 106), la Dacie aurélienne dans l'Empire romain d'Orient (dont les Roumains ont hérité leur tradition religieuse, majoritairement chrétienne orthodoxe), les principautés médiévales de Transylvanie, Valachie et Moldavie et enfin le « vieux royaume » roumain issu de l'union des « principautés danubiennes ».

À l'époque moderne l'influence du romantisme, avec ses idéaux d'émancipation culturelle et de progrès manifestés par le drapeau roumain et l'hymne, inspire toute une série de révoltes et révolutions (transylvaine en 1784, moldave et valaque en 1821, roumaine globale en 1848, anti-totalitaire en 1945-1960 et en 1989).

La monarchie constitutionnelle du xix<sup>e</sup> siècle a évolué en démocratie parlementaire entre 1918 et 1938, puis un régime autocratique s'est installé, suivi par deux totalitarismes : fascisme des années 1940, et communisme de type soviétique dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, jusqu'en 1989 (chute de la dictature communiste d'une durée de 45 ans, et instauration d'une démocratie semi-présidentielle).

Après une croissance économique rapide au début des années 2000, l'économie roumaine s'est principalement tournée vers les services, la production et l'exportation d'automobiles et d'énergie, avec des entreprises comme Dacia et Petrom. Le pays est membre de l'OTAN depuis 2004 et de l'Union européenne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## Origine du nom

*România*, nom du pays, est un néologisme du xix<sup>e</sup> siècle, mais il s'appuie sur le nom par lequel les locuteurs de la langue roumaine se désignaient depuis leurs origines, et qui est attesté par écrit depuis le xvi<sup>e</sup> siècle. Cet endonyme de *români* est relié à l'Empire appelé aujourd'hui byzantin, mais dont le nom réel et officiel était Ρωμανία (*Romanía*, de Rome, ancienne capitale de l'Empire romain). Jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle, les chrétiens orthodoxes se définissaient comme Ρωμαίοι (*Romaíoi*) ou Ρωμιοί (*Romioi*)<sup>7</sup>, et non Ἕλληνες (Hellènes, mot qui ne désignait alors que les païens antiques), et encore moins Βυζαντινοί / *Byzantinoí* (Byzantins, mot inventé par Hieronymus Wolf en 1557). En fait, tous les habitants de l'Empire romain d'Orient se définissaient comme Ρωμαίοι (*Romées*), qu'ils fussent albanais, arméniens, aroumains, grecs ou roumains. Ce n'est que peu avant leur guerre d'indépendance que les Grecs, toujours qualifiés de « Roumis » par les Turcs, vont commencer à se désigner comme Ἕλληνες (Hellènes), tandis que Roumains et Aroumains sont désignés par l'exonyme « Valaques ».

L'endonyme *români*, par lequel s'identifiaient les roumanophones, ne désignait pas, au Moyen Âge, une nationalité, mais simplement une origine et une langue communes (en roumain : *limba românească*<sup>note 2</sup>). Les roumanophones s'identifiaient aussi par leur origine géographique : Moldave (en roumain : *moldovean*), Transylvain (en roumain : *ardelean*), de Munténie (en roumain : *muntean*), d'Olténie (en roumain : *oltean*), du Maramureș (en roumain : *maramureșean*), du Banat (en roumain : *bănățean*) ou de Dobroudja (en roumain : *dobrogean*). Ce sont Émile Ollivier, Élisée Reclus et Edgar Quinet, inventeurs du principe selon lequel on doit désigner un peuple par le nom qu'il se donne lui-même, qui ont imposé dans les langues étrangères le terme de « Roumains » à la place de « Valaques », « Moldo-valaques », « Moldaves », « Moldaviens », « Vlachs », « Volkhs », « Wallachiens » et autres « Romounes », devenus, d'ailleurs, flous et parfois péjoratifs (voir Origine des roumanophones).

Ces considérations ne sont pas purement savantes, mais participent à la définition de l'identité des Roumains, promue par les « éveilleurs de la nation » (en roumain : *deșteptătorii neamului*<sup>note 3</sup>), imprégnés de l'esprit des Lumières, mais contestée dans les États voisins de la Roumanie, dont les instances culturelles et politiques considèrent jusqu'à aujourd'hui cette identité roumaine comme une « construction récente et artificielle »<sup>8</sup>.

### Roumanie

(ro) *România*



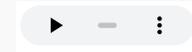
Drapeau de la Roumanie



Armoiries de la Roumanie

### Hymne

en roumain : *Deșteaptă-te, române!* (« Éveille-toi, Roumain ! »)



### Fête nationale

1<sup>er</sup> décembre

· Événement commémoré

Création de la Grande Roumanie (1918)



La Roumanie en Europe (l'Union européenne en vert clair).



### Administration

<b>Forme de l'État</b>	République unitaire à régime semi-présidentiel
<b>Président</b>	Nicușor Dan
<b>Premier ministre</b>	Ilie Bolojan
<b>Président du Sénat</b>	Mircea Abrudean
<b>Président de la Chambre</b>	Ciprian-Constantin Șerban
<b>Parlement</b>	Parlement
<b>Chambre haute</b>	Sénat
<b>Chambre basse</b>	Chambre des députés
<b>Langues officielles</b>	Roumain
<b>Capitale</b>	Bucarest





Le Danube près d'Orșova, aux Portes de fer



Les Alpes de Transylvanie ou les Carpates méridionales



Paysage transylvain : Cheile Turzii dans les Carpates occidentales roumaines.



Pastoralisme et cultures dans la plaine valaque.



Un bras du Danube dans son delta, avec une lotca traditionnelle.



La mer Noire en Dobroudja



Paysage du Maramureș

<b>Densité</b>	80 hab./km <sup>2</sup>
<b>Économie</b>	
<b>PIB nominal (2022)</b>	▲ 286,509 milliards de \$ + 1,06 % <sup>2</sup>
<b>PIB (PPA) (2022)</b>	▲ 707,747 milliards de \$ + 8,61 % <sup>2</sup>
<b>PIB nominal par hab. (2022)</b>	▲ 14 825,210 \$ + 1,07 % <sup>2</sup>
<b>PIB (PPA) par hab. (2022)</b>	▲ 36 621,889 \$ + 8,62 % <sup>2</sup>
<b>Taux de chômage (2022)</b>	▲ 5,6 % de la pop. active + 5,66 %
<b>Dette publique brute (2022)</b>	<b>Nominale</b> ▲ 704,252 milliards de RON + 16,26 % <b>Relative</b> ▲ 55,994 % du PIB + 9,02 %
<b>Monnaie</b>	Nouveau leu roumain (lei au pluriel) (RON)
<b>Développement</b>	
<b>IDH (2021)</b>	▼ 0,821 <sup>3</sup> (très élevé ; 53 <sup>e</sup> )
<b>IDHI (2021)</b>	▼ 0,733 <sup>3</sup> (43 <sup>e</sup> )
<b>Coefficient de Gini (2020)</b>	▼ 34,6 % <sup>4</sup>
<b>Indice d'inégalité de genre (2021)</b>	▲ 0,282 <sup>3</sup> (67 <sup>e</sup> )
<b>Indice de performance environnementale (2022)</b>	▲ 56,0 <sup>5</sup> (30 <sup>e</sup> )
<b>Divers</b>	
<b>Code ISO 3166-1</b>	ROU, RO
<b>Domaine Internet</b>	.ro, .eu <sup>note 1</sup>
<b>Indicatif téléphonique</b>	+40
<b>Code sur plaque minéralogique</b>	RO
<b>Organisations internationales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li> ONU : 1955</li> <li> OTAN : 2004</li> <li> COE : 1993</li> <li> UE : 2007</li> <li> ESA : 2011</li> <li> OIF : 1993</li> <li> AIB AIB : 2018</li> <li> CD : 2002</li> </ul>

## Topographie et hydrographie

Située dans la partie orientale de la chaîne des Carpates et au nord-est des Balkans, la Roumanie occupe la plus grande partie du bassin inférieur du Danube et les régions montagneuses du bassin moyen du même fleuve. Le pays s'étage autour de la ligne de partage des eaux entre le bassin versant du moyen-Danube et celui du bas-Danube. Le bassin central transylvain est séparé de la Moldavie à l'est par les Carpates orientales et de la plaine de Valachie au sud par les Alpes de Transylvanie. La Roumanie borde à l'est la mer Noire où elle possède 30 100 km<sup>2</sup> de zone économique exclusive qui pourraient receler cent milliards de mètres cubes de gaz<sup>12</sup>, dont 24 milles nautiques de zone contiguë et 12 milles nautiques de mer territoriale. Cet accès sur la mer Noire permet au pays d'avoir des relations maritimes avec les principaux ports de la mer Méditerranée toute proche. Les pays voisins sont la Bulgarie au sud, la Serbie à l'ouest-sud-ouest, la Hongrie à l'ouest-nord-ouest, l'Ukraine au nord et à l'est et la république de Moldavie (autre pays à majorité roumanophone qui ne fait plus partie de la Roumanie depuis 1940) à l'est-nord-est.

## Géologie et pédologie

La position de la Roumanie aux confins des boucliers panonique, mésique et scythique détermine sa structure géologique articulée autour de l'orogénèse alpine, dont les Carpates sont un prolongement, et dont la boucle sud-est est souvent l'épicerentre de séismes. À l'intérieur de cette boucle, le plateau transylvain est surélevé (altitude moyenne 220 m) par rapport aux plaines moldave et valaque. La première est vallonnée par une érosion accentuée au Messinien, alors que le niveau hydrologique de base était très bas et que les cours d'eau ont profondément entaillé le substrat. Ultérieurement, le fond de ces entailles a été en partie comblé. La seconde, comblée plus généreusement au Cénozoïque par les alluvions fluviales du Danube, est plus plate. Les roches les plus anciennes, d'âge hercynien, affleurent au sud-est, en Dobroudja. Au Néozoïque des sédiments récents, continentaux, voire éoliens, se sont déposés sur les alluvions fluviales et sur les plateaux, avant d'être remaniés par la fonte post-würmienne. La plaine valaque est fréquemment recouverte de dépôts de löss.

De forts séismes cycliques supérieurs à 7 degrés sur l'échelle ouverte de Richter ont pour épicerentre la région de Vrancea (à raison de deux ou trois fois par siècle) et, compte tenu de l'architecture de certaines constructions, causent de lourds dégâts et des victimes, surtout dans le Sud et le Nord-Est du pays sur l'axe Bucarest-Iași. Les tremblements de terre précédents de 1908 (6 octobre), 1940 (10 novembre) et de 1977 (4 mars) ont eu des effets en Bulgarie, république de Moldavie et Ukraine. Parmi les plus forts tremblements de terre connus on compte ceux de 1620, 1681, 1701, 1738, 1790 (entre 7 et 8 degrés sur l'échelle de Richter), 1802 (7,9 degrés), 1829 (7,3), 1838 (7,5), 1894 (7,0), 1908 (7,1), 1940 (7,7), 1977 (7,4), 1986 (7,1), le dernier a produit des

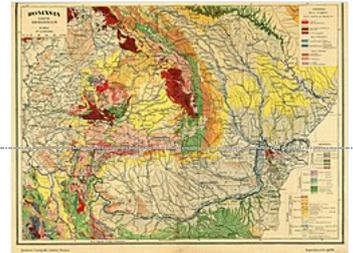


Carte topographique de la Roumanie

dommages et fait des victimes en particulier en Moldavie, où des bâtiments se sont effondrés à Chişinău. Les tremblements de terre de moins de 7 degrés sont les plus fréquents mais n'ont causé ni dommages importants ni blessés ces dernières années : en 1990 (6,9 et la réplique 6,4), en 2004 (6,0), en 2009 (5,5 et 5,8) et en 2013 (5,5).

## Météorologie et climat

La position de la Roumanie lui confère un climat continental, plus accentué en Valachie et en Moldavie, plus modéré en Transylvanie et en Dobroudja, où respectivement l'abri des Carpates et l'influence de la mer Noire tempèrent les contrastes. Des hivers longs et parfois sévères (de décembre au début mars), des étés chauds (juin à début septembre), et un automne prolongé (septembre à novembre) sont les saisons principales, avec une transition rapide entre le printemps et l'été. À Bucarest, la température minimale en janvier est généralement de  $-5\text{ }^{\circ}\text{C}$ , mais la température maximale en juillet dépasse souvent les  $35\text{ }^{\circ}\text{C}$  avec des pointes au-delà de  $40\text{ }^{\circ}\text{C}$ . Certains événements météorologiques exceptionnels ont marqué la géographie et le climat dans le passé.



Géologie de la Roumanie et de ses voisins

## Ressources naturelles et sols

La Roumanie possède plusieurs sortes de ressources naturelles :

- pétrole ;
- gaz naturel ;
- gaz de schiste ;
- or ;
- charbon ;
- minerais de fer ;
- sel<sup>13</sup> ;
- terres arables ;
- ressources hydrauliques.

L'occupation des sols est répartie comme suit :

- terres arables : 41 % ;
- terres irriguées : 31 020 km<sup>2</sup> (en 1993) ;
- pâturages permanents : 21 % ;
- forêts et zones boisées : 29 % ;
- zones humides : 4 % (en 1993) ;
- haute montagne (au-delà de 2 000 m) : 2 %.



Le climat de la Roumanie selon la classification Köppen et selon *Clima României*, éd. de l'Académie roumaine, Bucarest 2008.

## Environnement

Le pays perd intégralement ses forêts intactes (paysage « naturel » considéré comme à la fois non artificiellement morcelé et non dégradé) au cours des années 2000 et 2010<sup>15</sup>.

### Biodiversité

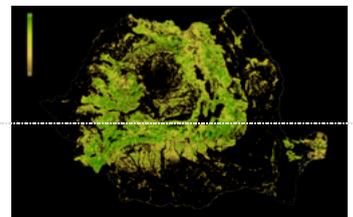
Concernant les principales formations végétales, forêts de conifères (sapins et mélèzes en particulier) et de feuillus (où dominent les chênes et les hêtres) s'étagent autour des Carpates mais régressent en raison de la déforestation depuis que Romsilva (l'office national des forêts roumain) a été privatisée et a mis en lotissement de nombreuses parcelles ; en plaine on trouve les prairies (dans la moitié nord-ouest du pays, plus humide et vallonnée) et les steppes (dans la moitié sud-est, plus sèche et plus plate), aujourd'hui exploitées de manière agro-industrielle par des entreprises privées souvent étrangères. Enfin le long du Danube, de ses principaux affluents et de la mer Noire, zones humides et milieux paraliques accueillent de nombreuses espèces d'oiseaux notamment dans le delta du Danube tels les pélican blanc et frisé, la cigogne blanche, le guépier d'Europe, le rollier d'Europe, l'hirondelle de rivage, le héron pourpré, le crabier chevelu, parfois l'ibis falcinelle et bien d'autres.



La mine de sel de Turda

### Zones naturelles protégées

Les forêts d'altitude des Carpates forment une écorégion terrestre définie par le Fonds mondial pour la nature (WWF), qui appartient au biome des forêts de conifères tempérées de l'écozone paléarctique. Elle recouvre la chaîne des Carpates qui s'étend de la frontière orientale tchèque jusqu'aux Portes de Fer du Danube en Roumanie. Ces forêts abritent la plus grande population d'ours bruns, de loups et de lynx de toute l'Europe, ainsi qu'un tiers des espèces végétales du continent<sup>16</sup>. Pour protéger la biodiversité et le biotope spécifique des Carpates en Roumanie, des parcs nationaux et naturels ont été créés à partir de la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, ce mouvement de création s'accroissant depuis le début du xxi<sup>e</sup> siècle, le cadre légal étant régi par deux dispositions légales prises par l'état roumain en 2000 et 2004. 14 parcs nationaux protègent ainsi la faune et la flore en Roumanie : parc national Ceahlău, le parc national des gorges de Bicaz-Hășmaș, parc national Rodna, parc national Călimani, parc national Semenic-gorges du Caras, parc national des gorges de la Nera-Beușnița, Parc national Buila-Vânturarița, Parc national Cozia, Delta du Danube, Parc national Defileul Jiului, Parc national Munții Măcinului, Parc national Piatra Craiului, Parc national Retezat et Parc national Domogled-Valea Cernei. À ces parcs nationaux, s'ajoutent des parcs naturels (parc naturel Monts Maramureș, parc naturel Putna-Vrancea, parc naturel Defileul Mureșului Superior, parc naturel Comana, etc.).



En 2019, La Roumanie avait un score moyen de l'indice d'intégrité du paysage forestier de 5,95, le classant 90<sup>e</sup> sur 172 pays<sup>14</sup>.

### Réseau européen Natura 2000

Le réseau Natura 2000 rassemble des sites naturels ou semi-naturels de l'Union européenne ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent.

En décembre 2018, la Roumanie comptait 606 sites dont :

- 171 zones de protection spéciale (ZPS) pour les oiseaux sur une superficie de 38 748 km<sup>2</sup> ;
- 435 zones spéciales de conservation (ZSC) (dont les pSIC, SIC) pour les habitats et les espèces sur une superficie de 46 498 km<sup>2</sup> ;
- la superficie totale est de 60 577 km<sup>2</sup>, ce qui représente 22,7 % de la surface terrestre et marine du territoire de la Roumanie<sup>17</sup>.

## Histoire

---

Les historiens distinguent quatre périodes dans l'histoire de la Roumanie :

- l'Antiquité, dominée par la confrontation, puis la synthèse, entre les civilisations gète/dace et romaine, et par l'influence grecque sur le littoral ;
- l'âge pastoral parfois aussi appelé « âge obscur » (obscur pour les historiens et objet de controverses entre eux, à cause de la pénurie de sources fiables), du III<sup>e</sup> siècle au XIII<sup>e</sup> siècle, marqué par la christianisation, les invasions barbares et l'installation des Slaves, puis des Magyars, parmi les proto-Roumains ; cet âge pastoral où la population romanophone, alors appelée « valaque » vivait dispersée en « romanies populaires », correspond à l'Antiquité tardive et au haut Moyen Âge ;
- la période voïvodale, du XIV<sup>e</sup> siècle au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, qui correspond en gros à l'histoire des voïvodats de Transylvanie, de Moldavie et de Valachie ;
- la période moderne, qui correspond à la renaissance culturelle roumaine et à l'histoire de la principauté, puis du royaume de Roumanie, enfin de la république communiste puis libérale.

### Antiquité

L'histoire des populations dont sont issus les roumanophones est bien documentée depuis l'apparition des Thraces et des premiers Daces (Thraces du Nord), conquis par l'Empire romain, dont la domination va durer six siècles au sud du Danube et 150 ans au nord, d'où Rome s'est retirée au milieu du III<sup>e</sup> siècle.

Au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., les Romains latinisent les Illyres, les Celtes, les Thraces vivant dans les Balkans. Du II<sup>e</sup> au VI<sup>e</sup> siècle, l'Empire gréco-romain d'Orient (dit « byzantin ») résiste contre les Goths, les Huns, les Avars et divers autres peuples germaniques et turcs. Les Latins et les Grecs subissent un processus de christianisation.



La cité antique d'Orgame, en Dobrogée

### Âge pastoral

Les populations latinophones du bassin danubien et des Balkans, sujettes ou bien de l'Empire romain d'Orient (au sud du Danube) ou bien des royaumes « barbares » (au nord du Danube), n'auront pas d'État à elles avant 1186, date de la fondation du royaume des Bulgares et des Valaques par les dynasties Deleanu, Caloianu et Asen. Peuplé, selon Théophane le Confesseur, Georges Cédrene et Théophylacte Simocatta, de Bulgares, de Valaques et de Grecs, ce royaume situé à cheval sur les deux rives du bas-Danube ne dure que 63 ans avant d'être remplacé par des Tzarats bulgares (au sud du Danube) et par des banats roumains vassaux de la Hongrie (au nord du Danube).

Au VI<sup>e</sup> siècle, des Slaves s'installent parmi les Romans orientaux, et des cavaliers proto-Bulgares, tengristes, arrivent et fondent un royaume s'étendant sur l'ancienne Yougoslavie, et les actuelles Roumanie, Moldavie, Macédoine et Bulgarie. Ce royaume adopte la langue slavonne et le christianisme : c'est la première Bulgarie du Danube, mais au nord de l'Haemos (et de la « ligne Jireček ») la population autochtone est romanophone : ce sont les « Valaques. » En Europe, l'Empire byzantin ne garde que la Grèce et les côtes de la péninsule des Balkans<sup>18</sup>.

Au X<sup>e</sup> siècle, l'empereur byzantin Basile II détruit le premier empire bulgare avec l'aide des cavaliers turcophones de la steppe. À ce moment, les Valaques romanophones vivent en petites communautés pastorales éparpillées au milieu des Sklavinies slaves sur les deux rives du Danube sur les piémonts des Carpatés et des Balkans<sup>19</sup> : les valachies, dont les habitants transhument sur un vaste territoire<sup>20,21</sup> depuis les pays moraves jusqu'à la mer Noire et depuis la Podolie<sup>22</sup> jusqu'en Morlaquie sur la mer Adriatique<sup>23,24</sup>, en Thessalie<sup>25</sup>, en Acarmanie<sup>26</sup> et dans les éparchies de Gortyne et de Mantinée<sup>27</sup>.

Aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles au nord du Danube, les finnois Magyars fondent la Hongrie et y assimilent les principautés et les cnézats slaves ainsi que les valachies romanes de la Transylvanie. Au sud du Danube, les romanophones participent à la fondation du royaume bulgaro-valaque, reconnu sous ce nom par la papauté et les puissances de l'époque. Au XIII<sup>e</sup> siècle, l'Empire byzantin est mis en pièces par la quatrième croisade, et les Occidentaux dits « Francs » qui en découlent, attaquent ensuite le royaume bulgaro-valaque, mais leur chef Baudouin de Flandre est tué<sup>18</sup>.

En 1223, Mongols et les Tatars ravagent la région. En 1261, les Grecs reprennent Constantinople mais déjà les Turcs s'installent en Anatolie : dès lors, les populations orthodoxes sont prises entre les catholiques à l'ouest et les musulmans à l'est. Au nord du Danube, les Volochovènes sont vassaux de la Hongrie, de la principauté de Galicie-Volhynie ou des Tatars, et cohabitent avec des lasses iranophones.

Concernant cet « âge pastoral », les deux Empires austro-hongrois et russe, confrontés au XIX<sup>e</sup> siècle aux revendications de la renaissance culturelle roumaine, se sont efforcés, par la méthode hypercritique, de réfuter les arguments des historiens roumains à propos de l'origine des roumanophones pour nier leur ancienneté dans les territoires dont ils revendiquaient l'autonomie ou l'union en un seul État : c'est le cas, entre autres, d'Eduard-Robert Rössler<sup>28</sup>. Selon ce point de vue, il n'existait aucun locuteur des langues romanes orientales au nord du Danube durant l'antiquité tardive et le Haut Moyen Âge, et les valachies, équivalent romanophone des Sklavinies slaves, ne sont pour les historiens de ces empires (et de leurs États-successeurs) rien de plus que des exemptions de taxes accordées au XIV<sup>e</sup> siècle par les rois de Hongrie ou de Galicie-Volhynie à leurs nobles pour défricher des terres royales avec des ouvriers agricoles valaques importés des Balkans<sup>29</sup>.

Comme de son côté, l'historiographie bulgaro-yougoslave postule que les locuteurs des langues romanes orientales sont apparus exclusivement au nord du Danube et ne sont venus dans les Balkans que tardivement après les Slaves et en très petit nombre<sup>30</sup>, l'incompatibilité de ces deux thèses largement diffusées par les sources secondaires crée l'illusion historiographique et cartographique d'une disparition totale des langues romanes orientales durant mille ans, suivie

d'une réapparition inexplicable tardive. Dans cette perspective, les territoires où l'on parlait ces langues apparaissent comme de simples parties des États voisins, ne figurant, même en pointillé, ni les romanophones, ni les principautés autonomes de Moldavie, Transylvanie et Valachie<sup>31</sup>. Des historiens roumains comme Gheorghe I. Brătianu ont rebondi sur ce paradoxe pour qualifier les Roumains d'« énigme et miracle historique »<sup>32</sup>.

## Période voïvodale



Vlad Tepeș, voïvode de Valachie, qui a bien involontairement offert son surnom de « Dracula » à Bram Stoker et à ses successeurs, pour en revêtir le fameux personnage de comte vampire.

La fusion et l'indépendance des banats nord-danubiens donne au xiv<sup>e</sup> siècle les principautés de Moldavie et Valachie.

Au xiv<sup>e</sup> siècle, pendant que les Turcs occupent les Balkans, la noblesse roumaine, d'origine en partie coumane, fonde au nord du Danube les principautés roumaines de Moldavie et Valachie, qui seront vassales des Turcs mais garderont leur autonomie jusqu'en 1878. Il existait cependant des comptoirs italiens sur la mer Noire et le Danube, et la Transylvanie est alors une principauté vassale de la Hongrie, où la noblesse devient progressivement hongroise.

Au xvi<sup>e</sup> siècle, la vassalité turque remplace la hongroise en Transylvanie. Apparition du servage. Développement du protestantisme aux dépens du catholicisme, les Roumains restant toutefois orthodoxes à 80 %.

Au xvii<sup>e</sup> siècle, la vassalité autrichienne remplace la turque en Transylvanie. Une partie des orthodoxes de la Transylvanie accepte l'autorité de Rome : ce sont les uniates ou gréco-catholiques.

Au xviii<sup>e</sup> siècle, sous l'influence humaniste, le servage est aboli en 1714 en Moldavie et Valachie, et des « droits égaux » sont revendiqués en Transylvanie en 1783 (*Supplex libellus valachorum*) qui débouche sur la révolution transylvaine de 1784 et sur la renaissance culturelle roumaine. L'empire d'Autriche annexe en 1775 le nord-ouest de la Moldavie, qu'il nomme Bucovine.

Au xix<sup>e</sup> siècle, en 1812, l'Empire russe annexe (traité de Bucarest) une moitié est de la Moldavie (actuelle république de Moldavie) sous le nom de gouvernement de Moldavie-et-Bessarabie, peu après abrégé en Bessarabie. Révolutions républicaines en 1821 et 1848.

En 1856, à la suite de la défaite des Russes à la guerre de Crimée, la principauté de Moldavie récupère une partie de la Bessarabie du sud ou méridionale (aujourd'hui Boudjak, ou Bugeac en roumain) (traité de Paris de 1856). Le traité stipule que la Moldavie et la Valachie doivent être garanties collectivement par les sept puissances étrangères qui ont signé le traité de rétrocession de la Bessarabie du Sud ou méridionale à la Moldavie : durant 22 ans, le processus de « dé-moldavisation » s'interrompt dans cette région.

Au traité de Paris (1856) mettant un terme à la guerre de Crimée (1853-1856), l'Empire russe doit rendre à la principauté de Moldavie cette bande de territoire, et aussi à l'Empire ottoman les bouches du Danube et l'île des Serpents, qu'elle avait acquis au traité d'Andrinople (1829). Bien que ces territoires soient minimes en regard de l'étendue de l'Empire russe, leur perte fut ressentie comme une humiliation par les Russes car c'était la première fois depuis le xvii<sup>e</sup> siècle qu'ils devaient rendre une de leurs conquêtes<sup>33</sup>.

C'est pour séparer l'Empire ottoman de la Russie et éviter ainsi de nouvelles guerres russo-turques que les négociateurs attribuent la Bessarabie méridionale à la Moldavie, qui l'organise en trois județe : Cahul, Bolhrad et Izmail.

Fondation en 1859 de la Petite Roumanie, par l'union entre la Moldavie occidentale et la Valachie.

Incorporation du grand-duché de Transylvanie au royaume de Hongrie en 1867, au sein de l'Autriche-Hongrie.

En 1878, à la suite de la guerre que Russes et Roumains ont menée ensemble contre l'Empire ottoman, la Russie récupère la Bessarabie du Sud ou méridionale (aujourd'hui Boudjak, ou Bugeac en roumain) (traité de Berlin de 1878) mais l'indépendance de la Roumanie est internationalement reconnue, sous le nom de royaume de Roumanie et aide l'actuelle troisième Bulgarie à gagner son indépendance contre l'Empire turc ottoman, en devenant le royaume de Bulgarie.

La Roumanie, qui n'était pas admise à participer aux négociations du congrès de Berlin, y est officieusement représentée par Victor Place, alors consul français à Iași, la métropole moldave. En compensation de la perte de la Bessarabie méridionale, elle reçoit, au-delà de la reconnaissance internationale de son indépendance vis-à-vis de l'Empire ottoman, un territoire de son littoral mais pris à celui-ci, moins fertile mais plus vaste que le territoire cédé à l'Empire russe, la Dobroudja du Nord avec les bouches du Danube et l'île des Serpents soit 15 908 kilomètres carrés.

## Période moderne

### Royaume de Roumanie

Après quatre siècles d'autonomie sous l'influence ottomane, les principautés de Moldavie et Valachie fusionnent en 1859, à la suite de la défaite des Russes à la guerre de Crimée, pour former le Vieux Royaume de Roumanie, dont l'indépendance totale par rapport à l'Empire ottoman sera reconnue au congrès de Berlin en 1878 à la suite de la guerre d'indépendance menée avec les russes contre les Ottomans où la Roumanie perd à nouveau le Boudjak au profit de l'Empire russe mais acquiert les deux tiers de la Dobrogée (en roumain : *Dobrogea*, en bulgare : *Dobroudja*), la Bulgarie recevant le dernier tiers. Sous l'impulsion du Premier ministre Ion Brătianu, la Roumanie devient un royaume, Carol I<sup>er</sup> étant couronné roi en mai 1881. C'est le « Vieux Royaume ».



Château de Bran dit « de Dracula » (en fait, des saxons de Transylvanie et des Habsbourg).



Statue du xv<sup>e</sup> siècle d'Étienne le Grand, voïvode de Moldavie au xv<sup>e</sup> siècle.



Michel I<sup>er</sup> (le Brave), en 1600, régnait sur la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie (représentation du xix<sup>e</sup> siècle par Mișu Popp).



Le château de Peleş, ancienne résidence des rois de Roumanie.

Lors de la première guerre balkanique, la Roumanie reste neutre, mais, lors de la deuxième guerre balkanique, elle attaque la Bulgarie et lui enlève la Dobroudja du Sud par le traité de Bucarest.

Le 27 août 1916, la Roumanie déclare la guerre à la seule Autriche-Hongrie, mais par le jeu des alliances, l'Allemagne et la Turquie déclarent la guerre à la Roumanie. Celle-ci est défaite militairement en trois mois. L'armée allemande occupe Bucarest le 6 décembre. De leur côté, les Bulgares occupent la Dobrogée. La révolution russe prive la Roumanie du soutien de l'Empire russe, et la laisse dans une situation sans issue : le 9 décembre 1917, elle doit conclure un armistice séparé avec les Empires centraux, le traité de Bucarest de 1918 l'amputant d'une partie de son territoire (notamment de la moitié sud de la Dobrogée, qui devient bulgare). En revanche, l'union, le 9 avril 1918, entre la Roumanie et la première république de Moldavie (proclamée le 27 octobre 1917 et indépendante le 14 décembre 1917) permet au royaume de Roumanie de sortir de sa défaite agrandi, mais ruiné et en proie à une épidémie de typhus. L'été 1917, pendant la révolution russe, la majorité de la population de Bessarabie (toutes ethnies confondues), élit des députés à un Parlement (le Sfatul Țării), qui déclare l'autonomie, puis l'indépendance de la Bessarabie sous le nom de République démocratique moldave. La première république de Moldavie est (proclamée le 27 octobre 1917 et est officiellement indépendante le 14 décembre 1917). La mission française Berthelot et des éléments de la 11<sup>e</sup> division roumaine sont appelés pour défendre l'indépendance contre les armées russes dissoutes, « blanches » ou « rouges » et contre les nombreux déserteurs qui se livraient au pillage. En mars 1918, face aux attaques des bolcheviks de la république soviétique d'Odessa qui revendique et tente d'envahir le pays, le Parlement moldave (Sfatul Țării), décide d'unir le pays au royaume de Roumanie par 86 voix contre 3 et 36 abstentions et l'union sera officielle le 9 avril 1918.

Le royaume de Roumanie reçoit, toutefois, l'aide logistique de l'Entente, et notamment de la France, par l'entremise de la mission Berthelot, et, le 31 octobre 1918, il dénonce le traité et repart en guerre contre les Empires centraux, bénéficiant finalement de la victoire des Alliés.

Au printemps 1919, les Bolcheviks russes à l'est et le gouvernement communiste hongrois de Béla Kun à l'ouest, engagent les hostilités contre la Roumanie. Soutenues et encadrées par la mission Berthelot, les troupes roumaines, malgré quelques mutineries, repoussent les bolcheviks en Ukraine<sup>34</sup> et pénètrent en Hongrie, où elles occupent bientôt Budapest, entraînant la fin du régime de Béla Kun<sup>35</sup>.

### L'entre-deux guerres

La défaite des Empires centraux et l'effondrement de l'Empire russe permettent à la Roumanie de voir sa population et sa superficie doubler par rapport à avant la guerre. La Bessarabie, auparavant russe, est occupée dès janvier 1918, et est annexée de fait. Le traité de Neuilly, le 27 novembre 1919, confirme le traité de Bucarest d'août 1913 qui concluait la seconde guerre Balkanique en retirant à la Bulgarie la Dobroudja du sud. Le traité de Saint-Germain du 10 décembre 1919 donne également à la Roumanie la Bucovine au nord, tandis que le traité du Trianon (4 juin 1920) lui attribue son plus gros gain territorial, la Transylvanie et le Banat, à l'ouest et au nord-ouest du pays.

La superficie de la Roumanie est donc passée de 137 177 km<sup>2</sup> en 1913 à 295 049 km<sup>2</sup> en 1920.

On parle désormais de la « Grande Roumanie », dont la population est de 18 657 000 habitants contre seulement 7 897 311 selon le recensement d'avant-guerre. Parmi cette population, selon le recensement de 1930, il y a 28,1 % d'habitants issus de minorités: 1,425 millions de Hongrois, 745 000 Allemands et 728 000 juifs, mais également des ukrainiens et des bulgares. Le statut de ces minorités est réglé par un traité imposé par la conférence de paix le 9 décembre 1919 à Alba Iulia, qui leur confère l'égalité des droits politiques<sup>36</sup>.

La Roumanie se dote en 1921 de l'Agence Rador et votera très rapidement, de 1921 à 1923, de nombreuses réformes (vote des femmes, naturalisation des Roms et des réfugiés juifs, partage des grandes propriétés).

De 1923 à 1938, la Roumanie fonctionne selon un système de démocratie parlementaire.

Pour garantir sa position dans la région et se prémunir contre toute nouvelle menace hongroise, la Roumanie constitue en 1920 la Petite Entente avec la Tchécoslovaquie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes (futur royaume de Yougoslavie). Cette alliance est renforcée par le soutien de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. En 1926 vient s'ajouter un traité d'amitié avec Paris qui se veut ouvertement dirigé contre l'URSS.

La monarchie roumaine est cependant secouée de troubles dynastiques. En 1925, le prince héritier Carol ayant renoncé à ses droits à la couronne pour suivre sa maîtresse, son fils Michel est désigné comme futur roi et accède au trône deux ans plus tard, devenant Michel I<sup>er</sup> (ou Mihai I<sup>er</sup>), à l'âge de six ans.

La société roumaine demeure cependant assez inégalitaire, ce qui favorise l'apparition de mouvements visant à abolir l'ordre démocratique, tels que le Parti communiste de Roumanie (en 1922, déclaré illégal en 1924) et la Garde de fer nationaliste et antisémite (en 1927). La vie politique est marquée par une certaine instabilité, le Parti libéral de Ion I. C. Brătianu usant d'une loi électorale sur mesure pour contrer les progrès de l'opposition, menée par le Parti paysan de Iuliu Maniu. Il y a en Roumanie un net clivage entre d'un côté la paysannerie, majoritaire (79 % de ruraux), conservatrice mais modérée, très largement roumanophone et attachée à la petite propriété et à ses modes de production traditionnels, que le parti paysan entend représenter, et de l'autre côté les minorités (généralement de catégories sociales supérieures, à l'exception des Roms) et les citadins, minoritaires eux aussi, occidentalisés, très divers socialement, et dont les jeunes générations sont tentées soit par la social-démocratie laïque (opposée au conservatisme rural), soit par des idéologies radicales (marxisme athée ou nationalisme chrétien). En décembre 1928, le parti paysan obtient finalement une victoire électorale décisive et Iuliu Maniu devient chef du gouvernement. En 1930, avec son soutien et contre l'avis du conseil de régence, le père du roi revient en Roumanie et obtient l'abrogation de son acte d'abdication, devenant le roi Carol II, tandis que Michel redevient prince héritier : c'est le carlisme, qui combat la Garde de Fer par les armes<sup>37</sup>.



Animation montrant l'évolution territoriale de l'État roumain (1859-2014) :

- Territoires n'ayant jamais appartenu à l'État roumain
- Territoires ayant appartenu à un moment ou un autre à l'État roumain ou ayant été administrés par celui-ci
- État roumain



L'espace roumanophone en 1900 : l'État roumain n'en couvrait alors qu'environ la moitié.

Remportant ses premiers succès électoraux à partir de 1932, la Garde de fer, nationaliste, chrétienne intégriste et xénophobe, recrute surtout chez les jeunes, aussi bien en milieu rural que citadin. Elle s'organise en « nids » (copiés sur les « cellules » du PC) dont les membres sont des « Légionnaires », et multiplie les campagnes d'agitation. Le roi Carol II y répond par des arrestations et des emprisonnements parmi les « Légionnaires » (le nom officiel du mouvement est Légion de l'Archange Michel ; Garde de Fer est une déformation de « Zgarda de Fier » : la « Grille en fer », sobriquet populaire de son emblème représentant trois javelots verticaux disposés sur trois javelots horizontaux). En décembre 1933, des Légionnaires assassinent le Premier ministre Ion Duca, et se livrent à diverses violences, notamment contre des universitaires (la « légion » exige un numerus clausus contre les juifs dans les facultés), des francs-maçons et des journalistes démocrates. Le roi réplique en donnant à la gendarmerie l'ordre de tirer à vue sur les rassemblements légionnaires. La crise économique aidant, en 1937, la Garde de fer obtient 16 % des voix. Le 28 décembre 1937, dans le but de désamorcer ce processus, le roi nomme Premier ministre le nationaliste xénophobe et antisémite Octavian Goga qui, durant son bref ministère (jusqu'au 10 février 1938), promulgue des lois raciales restreignant l'accès des juifs et autres minoritaires à l'université et à la citoyenneté roumaine<sup>38</sup>.

La situation se détériore après l'Anschluss de mars 1938. L'influence dans la région de l'Allemagne nazie ne cesse de progresser : le parti nazi de la minorité allemande, dirigé par Andreas Schmidt<sup>39</sup>, et la Garde de Fer n'hésitent plus à commettre des pogroms et à assassiner en plein jour des universitaires, des parlementaires et des ministres réputés juifs, francs-maçons ou simplement partisans de l'ordre démocratique<sup>40</sup>.

Carol II abolit alors ce qui restait de la démocratie parlementaire, et se dote des pleins pouvoirs (dictature « carliste ») en mars 1938, puis, tout en cherchant à apaiser l'Allemagne par une garantie de livraison du pétrole roumain, signe avec la France et le Royaume-Uni, le 13 mai 1939, un accord garantissant les frontières et l'indépendance de la Roumanie. Le roi lance l'armée dans une véritable guerre civile contre les nazis et les « Légionnaires » de la Garde de fer, dont le fondateur, Corneliu Codreanu, est arrêté, emprisonné et fusillé sans jugement<sup>34</sup>.

Carol II refuse de participer au dépeçage de la Tchécoslovaquie alors que l'Axe lui offrait la Marmatie du nord ou Ruthénie, et, lorsqu'en application du Pacte germano-soviétique, l'Allemagne nazie et l'URSS envahissent la Pologne, la Roumanie, neutre, garantit le droit d'asile aux membres du gouvernement et aux divisions polonaises en fuite. Le Service maritime roumain les transporte à Alexandrie où ces forces rejoignent les forces britanniques. Le 21 septembre 1939, le Premier ministre Armand Călinescu qui avait décapité en mai 1939 la Garde de fer en arrêtant plusieurs de ses dirigeants, est assassiné par des « Légionnaires » aux ordres de Horia Sima, successeur de Codreanu. Armand Călinescu, francophile et anglophile tout comme le ministre des Affaires étrangères Grigore Gafencu, était soupçonné par l'Axe de vouloir engager la Roumanie dans la guerre aux côtés des Alliés. Le roi Carol II s'efforce de maintenir encore sa politique pendant quelques mois, mais la défaite militaire de la France et la situation très précaire de la Grande-Bretagne rendent très théoriques les assurances que ces deux pays avaient faites à la Roumanie<sup>41</sup>.

## Seconde Guerre mondiale et période fasciste

En 1938, le roi Carol II instaure sa dictature personnelle qui fait tirer sur les fascistes de la Garde de fer, juger et exécuter leur chef Corneliu Codreanu et qui combat également le Parti communiste. Au début de la Seconde Guerre mondiale ce roi anglophile fait garantir les frontières du royaume par le Royaume-Uni et la France. Par la mer Noire, grâce à la flotte du SMR et sous escorte de la marine de guerre, la Roumanie transfère le gouvernement polonais et des militaires à Alexandrie, où ils sont recueillis par les Britanniques. Allié avec Joseph Staline par le pacte germano-soviétique de 1939, Adolf Hitler considère donc la Roumanie, à juste titre, comme une puissance hostile.

À peine la France a-t-elle signé l'armistice, que l'URSS lance un ultimatum à la Roumanie le 26 juin 1940. Suivant le Pacte germano-soviétique, le gouvernement de Joseph Staline exige de l'ambassadeur roumain à Moscou, Georghe Davidescu, la cession de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord sous peine d'envahir la Roumanie, et l'ambassadeur allemand à Bucarest, von Killinger, conseille vivement à Carol II d'obtempérer<sup>42</sup>. Le 28 juin 1940, l'URSS occupe la Bessarabie et la Bucovine du nord. La Roumanie est obligée de céder la Bessarabie et la Bucovine du Nord à l'URSS, la Transylvanie du Nord à la Hongrie et la Dobrogée méridionale à la Bulgarie. La Roumanie ne conserve que la moitié de son territoire de 1918. Les deux tiers de la Bessarabie et une parcelle de territoire ukrainien (appelée par les Roumains « Transnistrie » moins grande que la région de Transnistrie) forment alors la République socialiste soviétique moldave. La Bucovine du Nord, le raion de Herța, une partie de la Bessarabie du Nord et Bessarabie du Sud ou méridionale (le Boudjak) sont incorporés à l'Ukraine soviétique.

Pour éviter le sort de la Pologne voisine, rayée de la carte de l'Europe par l'Allemagne nazie et l'URSS, le 4 juillet 1940, Carol II remplace ses ministres anglophiles et francophiles par le gouvernement d'Ion Gigurtu (Premier ministre du 4 juillet au 4 septembre 1940), qui déclare « adhérer loyalement à la politique de l'Allemagne nazie »<sup>43</sup>, et laisser Adolf Hitler arbitrer le conflit territorial entre la Roumanie et la Hongrie au sujet de la Transylvanie<sup>44,45</sup>. Gigurtu déclare à la radio : « La Roumanie doit consentir à des sacrifices territoriaux pour démontrer la fiabilité de son adhésion à l'Axe »<sup>46</sup>. Le cabinet Gigurtu comprenait même un ministre de la Garde de Fer : son chef Horia Sima, successeur de Codreanu. Fin août 1940, lors d'une rencontre avec Hitler, Gigurtu approuve en effet « l'arbitrage » de Hitler<sup>47,48,49</sup>, et la Roumanie, se soumettant au « Second arbitrage de Vienne », cède le 30 août 1940 la Transylvanie du nord au royaume de Hongrie, et, le 7 septembre 1940, par les Accords de Craiova, rend la Dobroudja du Sud à la Bulgarie. Ces pertes territoriales représentent plus d'un tiers de la Grande Roumanie, mais Gigurtu estime que c'est le prix à payer pour ne pas subir le sort de la Pologne.

Mais ce « prix de la paix » précipite la chute du roi : la Garde de fer de Horia Sima et le général Ion Antonescu s'unissent pour un coup d'État qui aboutit à l'abdication et à l'exil de Carol II au profit de son fils de 19 ans Mihai I<sup>er</sup>, qui redevient donc roi. La Garde de fer et Antonescu établissent un régime totalitaire désigné du nom d'État national légionnaire qui va inéluctablement pencher du côté des forces de l'Axe et de leur politique. Une fois au pouvoir, la Garde de Fer renforce la législation antisémite promulguée par les gouvernements de Octavian Goga et Ion Gigurtu et met également en place une autre législation dirigée contre les commerçants et hommes d'affaires grecs et arméniens, qui sera surtout appliquée de façon que les fonctionnaires roumains puissent toucher de larges pots-de-vin. Les syndicats et les associations ont été interdits à la fin de l'année 1940. Le pouvoir réel appartient à l'ambassadeur nazi von Killinger. La Garde de fer organise des attentats, tue plusieurs ministres et intellectuels démocrates et s'en prend aux Juifs et aux Tsiganes. L'opinion n'est pas acquise au régime, des maquis se mettent en place, et le 8 octobre 1940, officiellement à la demande de la Roumanie, les troupes allemandes franchissent la frontière roumaine. Quelques semaines plus tard, en novembre 1940, la Roumanie adhère à l'Axe. Quant aux effectifs de la Wehrmacht stationnés en Roumanie, ils seront bientôt plus de 500 000, qui contrôlent les voies de communication, les puits de pétrole, et se mettent à pied d'œuvre pour attaquer l'URSS<sup>42</sup>. Lors de l'opération Barbarossa, Antonescu engage la Roumanie aux côtés de l'Allemagne en juin 1941 pour récupérer la Bessarabie. Mais il ne se contente pas de cela : il fait occuper par l'armée roumaine la Transnistrie (une partie de la Podolie ukrainienne), s'y livre à des atrocités, et envoie l'armée roumaine au massacre à la bataille de Stalingrad. Un Conseil national de la résistance se forme entre les mouvements de partisans, les dirigeants des partis politiques démocrates interdits et le roi Michel, qui renversent Antonescu en août 1944 : la Roumanie déclare alors la guerre à l'Axe, engageant 550 000 soldats contre l'Allemagne.

Le 27 novembre 1940, pour « venger l'exécution de Codreanu », des *Légionnaires* de la Garde de fer assassinent 64 anciens ministres, députés et intellectuels démocrates, tous détenus à la prison de Jilava (près de Bucarest) ainsi que l'historien et ancien Premier ministre Nicolae Iorga et Virgil Madgearu, ancien ministre de l'Économie.

Pour être en mesure de reconquérir la Bessarabie, Antonescu accepte d'engager son pays plus avant dans la collaboration avec le Reich. Mais après les assassinats et le pogrom du 27 novembre, Antonescu, estimant que la *Garde de Fer* est en train de dresser l'opinion contre le régime, dissout le service d'ordre de la Garde et fait juger et exécuter les assassins de Iorga. Le 20 janvier 1941, la *Garde de Fer* tente de s'emparer du pouvoir par un coup d'État doublé d'un pogrom à Bucarest (130 victimes), mais Antonescu réplique, des coups de feu sont échangés, et au bout de quatre jours d'affrontements, la « Légion », qui a perdu plusieurs centaines de membres, est contrainte de quitter le gouvernement. Sima et beaucoup d'autres « Légionnaires » trouvent asile en Allemagne alors que 3 000 autres sont emprisonnés. En mars, Antonescu, qui s'auto-proclame « Pétain roumain », se fait plébisciter et obtient 2 millions de oui contre 3 360 non<sup>50</sup>.

Le terme de « régime Antonescu » fait référence aussi bien à Ion Antonescu qu'à son vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, Mihai Antonescu (homonyme sans lien de parenté).

La Roumanie a participé à la Seconde Guerre mondiale du 22 juin 1941 au 9 mai 1945 : jusqu'au 23 août 1944 le régime Antonescu combat aux côtés de l'Axe tandis que deux divisions (Vladimirescu et Horia-Closca-Crisan), quelques unités de la flotte et aviateurs, combattent du côté des Alliés ; à partir du 23 août 1944 le pays entier passe du côté Alliés. 473 000 soldats roumains ont été engagés contre l'URSS : parmi les forces de l'Axe, il s'agit du contingent le plus fourni après celui de l'Allemagne<sup>50</sup>. Les opérations militaires des forces roumaines terrestres contre l'URSS les portent vers l'Est jusqu'au sud-ouest d'Astrakhan, en Kalmoukie (automne 1942) et de plus, les forces roumaines sont engagées dans des crimes contre l'humanité en Transnistrie. À partir du 24 août 1944, 397 000 soldats roumains sont engagés contre l'Axe : il s'agit du contingent le plus fourni après ceux des États-Unis, de l'URSS et de l'Empire britannique. La campagne militaire des forces roumaines terrestres aux côtés de l'Armée rouge se poursuit vers l'Ouest jusqu'aux abords de Prague en Tchécoslovaquie (Chotěboř-Humpolec)<sup>50,51</sup>.

Les deux Antonescu sont jugés et exécutés en 1946. L'ambassadeur allemand von Killinger s'est, pour sa part, suicidé en août 1944.

Ayant combattu dans les deux camps, la Roumanie fut considérée comme un pays vaincu à la conférence de paix de Paris en 1947, et dut céder des territoires à l'URSS et à la Bulgarie (qui, elles aussi, avaient pactisé avec le Troisième Reich au début de la guerre, avant de rejoindre les Alliés). Les Alliés ne comptent pas la Roumanie parmi eux, comme l'espérait le roi Michel I<sup>er</sup>, à l'exemple de Charles de Gaulle et de la France libre, et ne lui reconnaissent même pas le statut de « co-belligérant » accordé à des pays comme la Turquie ou le Venezuela qui ne sont intervenus contre l'Allemagne qu'à un mois ou 15 jours de la fin. En effet, l'importance de son engagement contre l'URSS et les crimes commis par l'armée roumaine sont vivement reprochés au pays : le régime Antonescu est considéré comme représentatif par les Alliés, bien qu'il soit issu d'un coup d'État et non d'une décision parlementaire comme le régime de Vichy. Toutefois, la contribution roumaine du côté allié (et le fait que le gouvernement fasciste hongrois de Ferenc Szálasi soit resté fidèle à l'Axe jusqu'au bout) lui vaut de récupérer la Transylvanie du Nord. La Roumanie sort ainsi de la guerre diminuée de près de 60 000 km<sup>2</sup> et de 4 millions d'habitants, dont 3 devenus citoyens soviétiques ou bulgares, et 1 million de morts (y compris les 320 000 à 360 000 juifs).

La Bessarabie, ayant changé de mains trois fois au cours de la guerre, où le front s'est trouvé de mars à août 1944, est la région qui en a démographiquement le plus souffert. Selon les rapports des ministres Krouglov et Béria à Staline, exhumés par l'historien Nikolai Bougai<sup>52</sup>, et selon les données des recensements, de 1940 à 1950 la région a perdu un tiers de sa population, passant de 3 200 000 personnes selon le recensement roumain de 1938, à 2 229 000 selon le recensement soviétique de 1950.

Donc 971 000 personnes ont disparu en 10 ans :

- 140 000 Allemands de Bessarabie ont été déportés en juillet 1940 vers l'Allemagne en application du Pacte germano-soviétique
- 120 000 Moldaves (en majorité roumanophones, mais aussi des « Russes blancs ») ont été déportés par les soviétiques entre le 28 juin 1940 et le 22 juin 1941 (dans la seule nuit du 13 juin 1941 - 13 470 familles, comprenant 22 648 personnes, dont approximativement 2/3 de femmes et enfants)<sup>53</sup>;
- 230 000 Juifs ont été soit massacrés par le régime du maréchal Ion Antonescu, soit ont fui vers l'URSS et ne sont jamais revenus, qu'ils s'y soient établis ou qu'ils y aient été rattrapés par la Wehrmacht et tués par les Einsatzgruppen;
- 250 000 Moldaves roumanophones ont été déportés par les soviétiques entre 1944 et 1948 ;
- 150 000 personnes sont mortes entre 1946 et 1947 à la suite de la famine provoquée par les réquisitions soviétiques alors qu'on était en période de mauvaises récoltes (politique déjà appliquée en Ukraine voisine dans les années 1920-1930 (Holodomor)).
- 11 324 familles sont déplacées de force hors de Moldavie le 6 juillet 1949 (environ 81 000 personnes), en majorité sur critère religieux (« vieux-croyants », églises néo-protestantes, catholiques).

En 1950, de tous ces « indésirables » ou « nuisibles » déportés hors du pays, 49 000 étaient encore en vie sur les lieux de leur déportation (toujours dans Bougai)<sup>52</sup>.

La Roumanie est obligée de céder la Bessarabie et la Bucovine du Nord et le raion de Herța à l'URSS. La Bessarabie formera la RSS de Moldavie, tandis que la Bucovine du Nord et le raion de Herța sont incorporée à la RSS d'Ukraine soviétique. Ensuite une partie de la Bessarabie du Nord et la Bessarabie du Sud ou méridionale (le Boudjak) sont aussi incorporés à l'Ukraine soviétique. Les deux tiers de la Bessarabie et une parcelle de territoire ukrainien (appelée par les Roumains « Transnistrie » moins grande que la région de Transnistrie) forment alors la République socialiste soviétique moldave.

Aujourd'hui la partie orientale de la Moldavie historique se trouve sur le territoire d'un État indépendant, la république de Moldavie, tandis que la partie occidentale appartient à la Roumanie. Sa partie septentrionale, la Bucovine, est partagée entre la Roumanie et l'Ukraine au Nord et sa région littorale proche de la mer Noire ainsi que la Bessarabie du Nord et le raion de Herța sont en Ukraine.

L'arrondissement de Herța, les îles de Coasta-Dracului, Dalerul mare, Dalerul Mic, Maican (sur le bras frontalier de Chilia, dans le delta du Danube), Limba (à l'embouchure de ce même bras) et Șerpilor (en mer Noire) et les eaux territoriales correspondantes qui n'avaient jamais appartenu à l'Empire russe, et n'avaient jamais été revendiqués par l'URSS, se trouvent ainsi dans le même statut litigieux, sans avoir été mentionnés par le pacte Hitler-Staline, ni par l'ultimatum soviétique du 26 juin 1940, ni par le traité de paix de Paris, et sans que leur annexion ait été ratifiée par le Soviet suprême soviétique ni par l'Assemblée nationale roumaine. Seuls des protocoles bilatéraux soviéto-roumains entérinaient leur occupation par l'URSS<sup>54</sup>, et tout au long des 45 années de régime



Frontières de la Roumanie entre 1941 et 1944, avec la Transnistrie à l'est.

communiste, les dirigeants roumains Gheorghe Gheorghiu-Dej et Nicolae Ceaușescu tentèrent d'en obtenir la rétrocession<sup>55</sup>. La Roumanie reprocha à l'Ukraine d'avoir posé unilatéralement des bornes frontalières jusqu'à devant le port roumain de Sulina, et le fait que les cartels et dépliants explicatifs du site historique de Cetatea Albă à Bilhorod-Dnistrovsky et à Hotin, ne mentionnent pas ou peu leur passé moldave. Un jugement du CJJ, accepté par les deux pays, régla le contentieux le 13 février 2009, reconnaissant l'appartenance des îles à l'Ukraine, mais attribuant à la Roumanie 80 % des eaux territoriales contestées<sup>56</sup>. Lorsque l'Ukraine proclama son indépendance, elle hérita, en tant qu'état successeur de l'Union soviétique, de ces territoires en litige, que revendiqua le gouvernement roumain démocratiquement élu d'Emil Constantinescu en 1995. Pour ne pas s'aliéner l'Ukraine et pour éviter des tensions sur la ligne de contact des sphères d'influence de l'OTAN et de la fédération de Russie, la communauté internationale fit alors pression sur la Roumanie pour qu'elle renonce à ses revendications, dans le cadre du processus d'intégration de ce pays dans l'OTAN et dans la sphère d'influence de l'Union européenne<sup>57,58</sup>. La Roumanie reconnut définitivement de jure sa frontière avec l'Ukraine par le traité roumano-ukrainien du 2 juin 1997 signé à Constanza. Depuis lors, d'autres petits litiges territoriaux entre les deux pays sont apparus à l'embouchure du bras de Chilia (golfe de Musura), mais l'appartenance de l'arrondissement de Herța à l'Ukraine n'est pas remise en question.

## Période communiste et fin de la monarchie

Au printemps 1944 Staline reprend à nouveau la Moldavie orientale et stoppe le front, attendant que la Roumanie « tombe comme un fruit mûr » du côté des Alliés, ce qui se produit en août, ouvrant ainsi à l'Armée rouge le chemin des Balkans et de l'Europe centrale.

Dans ce qui reste de la Roumanie, l'occupation soviétique conduit à un coup d'État communiste le 6 mars 1945. Le gouvernement militaire intérimaire est remplacé, sous la pression de l'Union soviétique, par un gouvernement de coalition dirigé par le sympathisant communiste Petru Groza. Le 19 novembre 1946, des élections truquées et massivement falsifiées, caractérisées par de larges irrégularités, l'intimidation, la fraude électorale et des assassinats ciblés<sup>59,60,61,62</sup>, donnent la majorité à la coalition gouvernementale. Dans le nouveau gouvernement Groza, les communistes se voient attribuer la plupart des postes-clés. Dans les mois qui suivent, le Parti communiste de Roumanie s'emploie à diviser les sociaux-démocrates, puis à liquider l'opposition. Le Parti national paysan est interdit en juillet et son chef, l'ancien Premier ministre Iuliu Maniu, emprisonné. Le pays devient dans les faits une « monarchie communiste », jusqu'à l'abdication du roi Mihai I<sup>er</sup> le 30 décembre 1947 et à la proclamation de la République populaire roumaine. Le 6 mars 1945 le roi Michel est contraint d'accepter au pouvoir le Parti communiste roumain puis d'abdiquer le 30 décembre 1947 et la monarchie est donc abolie fin 1947.



Rassemblement de la population de la capitale, sur la Place du Palais de la République, en présence des chefs du parti et de l'État, au balcon du siège du Parti communiste roumain, en 1968.

Le Parti communiste roumain s'empare du pouvoir en Roumanie le 6 mars 1945, abolit la monarchie le 30 décembre 1947 et proclame la République populaire roumaine qui rejoindra le pacte de Varsovie et le Comecon et mettra en place un gouvernement communiste et un régime totalitaire qui durera 45 ans, jusqu'au 22 décembre 1989 lorsqu'un second coup d'État met fin au régime communiste de Roumanie. Le président Nicolae Ceaușescu et son épouse sont, le jour de Noël 1989, condamnés à mort et exécutés selon une procédure expéditive jusque-là appliquée par le régime à ses opposants<sup>63</sup>.

Selon l'historienne Catherine Durandin, le régime communiste roumain a connu trois périodes, correspondant à trois générations de communistes :

- la « revanche » (sur la société démocratique bourgeoise antérieure, mais aussi sur le fascisme), phase violente de terreur, d'arrestations massives, où les minorités du pays étaient majoritaires dans les instances dirigeantes du parti : c'est la première phase de la République populaire roumaine ;
- la « normalisation », phase de développement de la nomenklatura, où les opportunistes issus de la majorité orthodoxe rurale font carrière, marginalisent les camarades issus des minorités (dont beaucoup quittent le pays, voire sont purgés par les nouveaux dirigeants) et portent le Parti à trois millions de membres, soit 15 % de la population) : c'est la seconde phase de la République populaire roumaine et la première de la république socialiste de Roumanie ;
- le « national-communisme », régime à la fois répressif et nationaliste d'inspiration néostalinienne et nord-coréenne qui, dans la seconde phase de la République socialiste de Roumanie, accentue la misère populaire, refuse la perestroïka et provoque une coupure entre les « conservateurs » du régime, et les « réformateurs ». Ces derniers aspirent à en finir avec le communisme et s'appuient sur Mikhaïl Gorbatchev et la France pour renverser Ceaușescu en 1989, après quoi « conservateurs » et « réformateurs » font à nouveau bloc au sein du FSN (Frontul Salvării Naționale, Front de salut national) et gardent le pouvoir jusqu'en 1996<sup>64</sup>.

## Retour de la démocratie et adhésion à l'Union européenne

Le 22 décembre 1989, alors que le Bloc de l'Est se délite et que des manifestations contre le régime secouent le pays, les communistes réformateurs renversent Ceaușescu qui refusait toute réforme, et forment avec quelques dissidents épargnés par la Securitate un Front du salut national (FSN) : c'est la Révolution roumaine de 1989 qui entraîne la chute du régime communiste. Plusieurs centaines de soldats et de civils meurent dans la confusion en se tirant dessus mutuellement, chaque groupe pensant défendre la démocratie contre de prétendus partisans de Ceaușescu (le sénateur Ion Iliescu, successeur du dictateur déchu, a été accusé d'avoir lancé ces rumeurs mais l'enquête judiciaire n'a jamais abouti). Le président Nicolae Ceaușescu et son épouse sont, le jour de Noël 1989, condamnés à mort et exécutés selon une procédure expéditive jusque-là appliquée par le régime à ses opposants<sup>63</sup>. Dans les semaines qui suivent, la nomenklatura renonce au communisme et permet le rétablissement de la démocratie et de l'économie de marché : c'est en fait une économie de transition. Faute d'un programme précis de restructurations et d'investissements, cette transition s'opère de manière improvisée et profite aux services, aux banques, à l'économie informelle, au tout-roulier et au transport aérien, tandis que l'agriculture, l'industrie, la flotte, la pêche, le trafic ferroviaire, les transports électriques urbains et tous les services publics déclinent ou même périssent (flotte commerciale par exemple).

Le 27 août 1991, l'indépendance de la république de Moldavie est proclamée, et aussitôt reconnue par la Roumanie.

Les élections de 1996 ont écarté pour quatre ans la nomenklatura du pouvoir politique (mais pas du pouvoir économique), au profit d'une coalition des partis démocratiques (CDR ou « Convention démocrate roumaine » et USD « Union sociale-démocrate »). Le géologue Emil Constantinescu a été alors le premier président roumain à condamner officiellement les crimes commis par les régimes antoneskien contre les Juifs et les Roms et communiste contre l'ensemble de la population<sup>65,66,67</sup>. Le FSN, rebaptisé PSD (Parti social-démocrate), revient au pouvoir en 2000, mais subit une nouvelle défaite en 2004 face à l'« alliance D.A. » (O.U.I. en roumain – Dreptate Adevăr voulant dire « Droiture/Justice Vérité ») (composée essentiellement des successeurs de la CDR, le Parti démocrate et le Parti national libéral).

Le 27 mars 2004, la Roumanie rejoint l'Organisation du traité de l'Atlantique nord sous la présidence de Traian Băsescu soutenu au parlement par une coalition entre son parti démocrate et les libéraux, formée dans le but affiché de faire adhérer la Roumanie à l'Union européenne. Băsescu fut élu face au « socialiste » Adrian Năstase (issu de l'aile conservatrice, euroseptique et anti-OTAN de la nomenklatura).

Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, malgré ses difficultés et ses déséquilibres, la Roumanie connaît un taux de croissance qui lui permet d'intégrer l'Union européenne, soit 17 ans après la fin du régime communiste<sup>68</sup>.

À partir de 2009 : la crise financière internationale frappe sévèrement l'économie roumaine, cela contraint le gouvernement Băsescu à une politique d'austérité qui le met en opposition quasi permanente avec le parlement (qui cherche plusieurs fois à le démettre) : les Roumains perdent confiance tant dans les instances supra-nationales que dans leurs instances politiques, et réagissent (comme à l'époque communiste) en développant l'économie informelle.

Fin 2013 : Le périodique The Economist rapporte que la Roumanie jouit d'une croissance économique « en plein essor » de 4,1 % cette année-là, avec des salaires augmentant plus rapidement et un chômage inférieur à celui de la Grande-Bretagne. La croissance économique s'est accélérée au milieu des libéralisations gouvernementales ouvrant de nouveaux secteurs à la concurrence et aux investissements, notamment l'énergie et les télécommunications<sup>69</sup>.

2016 : L'indice de développement humain classe la Roumanie comme une nation à « développement humain très élevé »<sup>70</sup>.

Le pays assure sa première présidence du Conseil de l'Union européenne entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2019.

## État et politique

Après un demi-siècle de dictatures successivement carliste (1938-1940), fasciste (1940-1944) et communiste (1945-1989), la Roumanie renoue depuis 1991 avec la tradition parlementaire qu'elle avait inaugurée en 1868, et démocratique qu'elle avait pratiquée de 1923 à 1938.

### Principes constitutionnels

Révisée en 2003, la Constitution roumaine adoptée par référendum en 1991 fait de la Roumanie une république parlementaire. L'actuelle constitution reprend dans les grandes lignes les principes de celle de 1923 qui en faisait une monarchie parlementaire à partis politiques multiples, avec un régime territorial unitaire (tous les județe sont égaux en droits) et une économie de marché, rompant ainsi radicalement avec le régime communiste qui lui, avait institué en 1948 une république autoritaire à parti unique, avec un régime territorial fédéraliste (certaines régions étaient autonomes, jusqu'au rétablissement des județe en 1968) et une économie d'État.

### Organisation des pouvoirs

La Constitution révisée de 2003 prévoit l'élection du président de la République au suffrage universel direct pour un mandat de 5 ans (il était de 4 ans auparavant). Ce dernier nomme le Premier ministre qui dirige l'action gouvernementale. Il peut être limogé par une motion de censure par le Parlement. Ce dernier est composé de la Chambre des députés et du Sénat conformément à la tradition bicamérale que la Roumanie a connue avant l'instauration du régime communiste. Les deux Chambres sont élues pour un mandat de 4 ans au suffrage universel direct et disposent des mêmes pouvoirs en ce qui concerne la responsabilité politique du gouvernement. La Cour constitutionnelle contrôle la constitutionnalité des lois, et juge de l'élection des parlementaires comme de l'élection du président de la République. Enfin elle peut être saisie par tout citoyen lors d'un procès ou par tout juge par une question préjudicielle de constitutionnalité.

Une cohabitation conflictuelle s'installe dans la durée entre les présidents Băsescu puis Iohannis d'un côté, le Parlement de l'autre, et le gouvernement au milieu<sup>71</sup>.

À titre d'exemple, en 2012, le parlement vote à une large majorité (258 voix contre 114) la destitution du président Băsescu qui ne peut se maintenir à son poste qu'en organisant un référendum dont il sort gagnant<sup>72</sup>.

Ce mode de gouvernement en cohabitation se prolonge en décembre 2014 avec l'élection du président libéral Klaus Iohannis alors que le poste de Premier ministre est occupé par le socio-démocrate Victor Ponta.

Le président Iohannis est largement réélu le 24 novembre 2019 face à la candidate sociale-démocrate et ancienne Première ministre Viorica Dancila<sup>73</sup>.

### Lutte contre la corruption



Tag anti-totalitaire sur un mur à Bucarest (2013)



Tag anti-corruption sur un mur à Bucarest (2013)



Manifestation contre la corruption sur la place de la Victoire (Bucarest) le 22 janvier 2017.

### Réponse aux défis globaux

La Roumanie, où est née la géonomie sous les auspices de Grigore Antipa au début du xx<sup>e</sup> siècle, est le premier pays du monde à avoir signé le protocole de Kyoto. Mais, dans la deuxième moitié du xx<sup>e</sup> siècle, l'idéologie productiviste de la lutte de l'homme civilisé contre la nature sauvage promue tant par le régime communiste des années 1945-1989, que par le régime libéral qui lui a succédé, a imprégné les décideurs et l'opinion, si bien que l'aspect environnemental est

encore peu pris en compte dans le mode de développement actuel de la Roumanie, malgré les efforts du ministère de l'Environnement<sup>74</sup>. À titre d'exemple, malgré le climat continental contrasté du pays, les villes ont néanmoins subi la prolifération de l'automobile, la réduction des transports électriques et sur rail, la diminution des espaces verts et l'émondage excessif des arbres, ainsi que la multiplication des constructions de béton et de verre : pour compenser les effets négatifs de cette évolution, l'on abuse du chauffage l'hiver, et de la climatisation l'été<sup>75</sup>. Les citoyens, respirant un air vicié et soumis à des contrastes thermiques accrus, développent de plus en plus de maladies infectieuses et d'allergies<sup>76</sup>.

## Politique extérieure

### Politique relative à l'OTAN

La nomenklatura a toujours entretenu de bonnes relations avec tous les États du tiers monde, y compris avec ceux que les États-Unis classent comme « États-voyous ». Les gouvernements successifs de la Roumanie n'avaient aucune raison de changer de politique, mais l'inquiétude suscitée par les rivalités autour de la mer Noire, comme la guerre du Dniestr en Moldavie et les guerres de maintien de l'influence russe dans le Caucase ont poussé la Roumanie à rejoindre l'OTAN en 2004. Toutefois, les anciennes relations privilégiées du pays avec les États de l'ancien tiers monde n'ont pas cessé, et si des militaires roumains sont présents en Irak ou en Afghanistan, c'est sur des missions logistiques et médicales ; quant à la marine, elle opère surtout en mer Noire et plus rarement en mer Méditerranée, mais a toujours refusé de s'engager dans le Golfe<sup>77</sup>.

### Politique relative à l'Union européenne

Chronologie de l'intégration dans l'Union Européenne :

- le 22 juin 1995, la Roumanie demande l'adhésion à l'Union européenne ;
- le 10 décembre 1999, la Roumanie ouvre la négociation en vue de l'adhésion qui se termine le 15 juin 2004 ;
- le 25 avril 2005, le Conseil européen approuve l'adhésion de la Roumanie, qui signe le traité d'adhésion qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.



La Roumanie, État membre de l'Union européenne

La Roumanie est le premier pays d'Europe centrale et orientale qui a établi des relations avec la Communauté européenne, dès 1974. Après son adhésion à l'Union européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2007, en même temps que la Bulgarie, la plupart de ses parlementaires ont rejoint le groupe des libéraux européens (qui voient ainsi leur nombre augmenter de 17 %) et les partis de centre-droit ; un moindre nombre a rejoint le groupe socialiste, et quelques-uns, l'extrême-droite européenne qui a ainsi pu se constituer en groupe. La plupart de ces eurodéputés, quel que soit leur engagement actuel, ont un passé communiste.

Comme pour chaque membre de l'Union européenne, les intérêts de la Roumanie divergent parfois de ceux de ses partenaires. Ainsi l'Allemagne d'Angela Merkel a reproché à la Roumanie sa politique économique (pas assez rigoureuse selon les critères exigés par la BCE) et démographique (la Roumanie naturalise les citoyens moldaves qui lui demandent avec la même facilité que l'Allemagne offre aux Allemands hors-frontières<sup>note 4</sup>). La France du président Jacques Chirac lui a reproché un alignement trop marqué sur les États-Unis (par exemple en Irak), mais selon le président Traian Băsescu, « la démocratie ne peut pas être protégée sans l'OTAN et l'UE » et « l'alliance avec les États-Unis ne remet pas en cause l'engagement européen de la Roumanie ». À d'autres moments, la France du président Nicolas Sarkozy et l'Italie du gouvernement Berlusconi lui ont reproché d'être trop laxiste en matière de libre circulation de ses citoyens, surtout roms<sup>78</sup>.

Selon le président roumain Klaus Iohannis, l'extension et l'approfondissement de l'UE peuvent se dérouler simultanément, et la Roumanie soutiendra très fortement les partenariats avec la république de Moldavie et avec les États des Balkans de l'Ouest (Albanie, pays de l'ex-Yougoslavie)<sup>79</sup>. La Roumanie va donner des visas gratuits pour les citoyens de république de Moldavie et pour ceux de la Serbie.

Le Premier ministre italien Romano Prodi et son homologue roumain Călin Popescu-Tăriceanu ont signé le 16 janvier 2007 à Bucarest une déclaration politique commune. Compte tenu des relations excellentes entre ces deux pays, ils s'engagent à ce que leurs gouvernements coordonnent les démarches dans le cadre de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne la constitution et l'intégration des pays de l'Ouest des Balkans. Cette déclaration se fait alors que les deux pays fêtent 10 ans depuis la signature du Partenariat stratégique commun. En raison de la grande similitude des deux langues, l'Italie est la destination préférée des Roumains (devant l'Espagne), environ 300 000 Roumains ont travaillé en Italie en octobre 2006, sans compter les travailleurs clandestins. L'Italie est le principal investisseur en Roumanie et le plus grand importateur (19,4 % des importations) et exportateur (15,6 % des exportations).

La Roumanie souhaite être au cœur de la stratégie énergétique de l'Union européenne<sup>80</sup> d'autant que des pays pétroliers comme le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan sont à portée de la frontière maritime de l'UE à travers la mer Noire, qui est vue à Bucarest comme une voie permettant de réduire la dépendance énergétique de l'Union européenne, des Balkans occidentaux et de la république de Moldavie à l'égard de la Russie.

Les premières élections pour élire les 35 députés européens ont eu lieu le 13 mai 2007.

## Organisation territoriale

### Régions traditionnelles

La Roumanie moderne s'étend sur plusieurs régions historiques, héritées de la géographie médiévale, dont certaines appartiennent pour partie à ses voisins.

- Au nord-ouest, la région appelée globalement Transylvanie comprend l'ancienne principauté de Transylvanie proprement-dite, vassale de la Hongrie (aujourd'hui au centre de la Roumanie) et, à l'ouest, des parties de régions ayant jadis appartenu au royaume de Hongrie lui-même (partium) : Banat (partagé avec la Serbie), Crișana (partagée avec la Hongrie) et Marmatie (partagée avec l'Ukraine : la partie roumaine s'appelle Maramureș, l'ukrainienne Ruthénie subcarpathique).
- Au sud, la région appelée globalement Valachie comprend l'Olténie, la Munténie et, selon les auteurs, la Dobrogée (d'autres auteurs comptent à part cette région partagée avec la Bulgarie : Dobrogea en roumain et Dobroudja en bulgare).
- Au nord-est, la région appelée globalement Moldavie comprend l'ancienne principauté de ce nom, qui a subi deux partages :
  - le premier, ancien, en a détaché successivement l'ancienne Bessarabie en 1484-1538, la Bucovine en 1775 et la nouvelle Bessarabie

(moitié orientale du pays) en 1812 ; les noms de ces deux dernières régions ont été définis lors de cet ancien partage ;

- le second partage, toujours en vigueur, date de 1940 : il laisse en Roumanie la moitié sud de la Bucovine et la moitié ouest de l'ancienne principauté, en république de Moldavie les deux tiers de la nouvelle Bessarabie (moitié est de l'ancienne principauté), et en Ukraine la moitié nord de la Bucovine, un fragment de la Moldavie occidentale (Hertza) et un tiers de la nouvelle Bessarabie (Khotyn au nord, Boudjak au sud).

## Județe

Les principales subdivisions administratives actuelles, pourvues d'institutions propres (préfet et conseil de *judet*) sont les 41 *judete* (*judet* au singulier). Les *judete* (niveau NUTS III) regroupent les communes et municipalités (niveau NUTS IV), et sont eux-mêmes regroupés en régions de développement (NUTS II) et en macro-régions (NUTS I) qui sont davantage des réseaux de coordination que des entités administratives. La capitale Bucarest forme une subdivision administrative autonome au sein du judet d'Ilfov : le « municipe de Bucarest » (*municipiul București* de niveau NUTS III, avec ses six arrondissements (*sectoare*) pourvus de maires élus, de niveau NUTS IV).



Les *judete* de la Roumanie

## Symboles de l'État

L'origine du drapeau de la Roumanie remonte à la révolution de 1821. Le plus ancien drapeau roumain tricolore conservé date de 1834. Initialement, les trois couleurs : bleu, jaune et rouge, étaient placées horizontalement. Lors de la révolution de 1821 comme pendant celle de 1848, le bleu (ciel) symbolisait la liberté, le jaune d'or la prospérité (champs de blé), l'égalité et la justice, et le rouge (sang) la fraternité, mais selon un mythe pseudo-historique très répandu aujourd'hui en Roumanie, ces couleurs symboliseraient les trois régions historiques du pays (Transylvanie, Valachie et Moldavie) et remonteraient aux Daces. Le drapeau actuel a été ré-adopté officiellement en 1989, mais son utilisation (dans sa forme actuelle) remonte initialement à la période 1867-1948.

L'origine des armoiries de la Roumanie remonte à 1872, quand le gouvernement adopta comme emblème national l'aigle valaque, mais aussi l'épée, le sceptre, et les éléments des blasons de la Moldavie, de la Transylvanie et du banat de Severin (actuels banat de Timișoara et Olténie). Ces armoiries, à la différence des actuelles, étaient surmontés de la couronne royale roumaine. En 1921 on incorpora l'écusson de la famille royale Hohenzollern de Roumanie ainsi que les dauphins de la Dobrogée.

En 1947, avec l'instauration du régime communiste de Roumanie, on adopta les symboles de ce régime, qui furent, dès lors, apposés au centre du drapeau, et qui, avec quelques changements, perdurèrent jusqu'en 1989. Les manifestants de la révolution roumaine de 1989 les découpèrent, et durant ces événements déployèrent des drapeaux portant en leur centre un vide. Les armoiries actuelles de la Roumanie, simplifiées d'après celles de 1872, furent adoptées par le parlement le 10 septembre 1992.

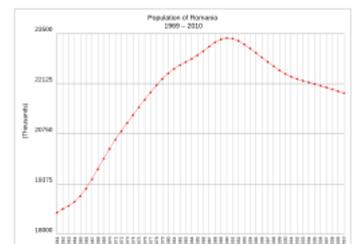
## Démographie et société

### Évolution de la population

Au recensement de 2011<sup>81</sup>, la Roumanie comptait 20 121 641 habitants. La CIA estime la population au 1<sup>er</sup> juillet 2016 à 21 599 736 habitants<sup>82</sup>. La population décroît depuis l'an 2000, par l'émigration des personnes les plus défavorisées et aussi par le vieillissement de la population.

#### ■ Évolution de la population :

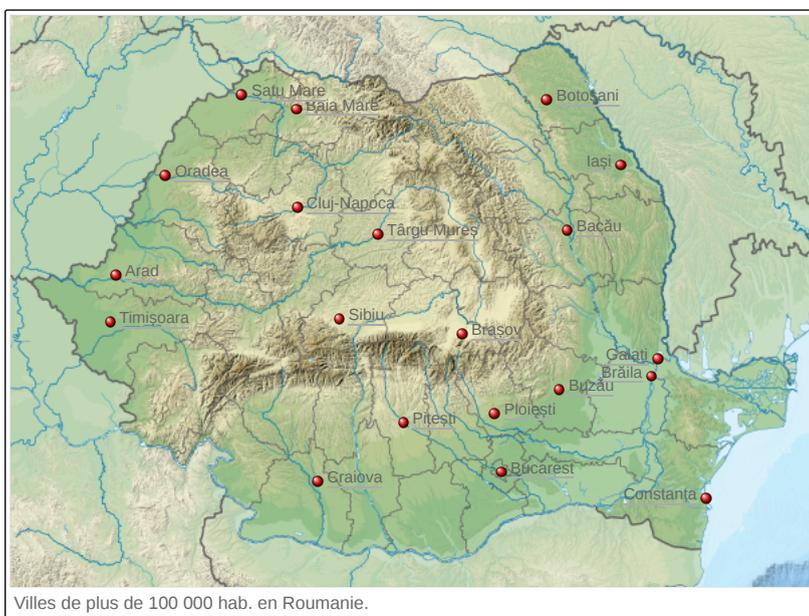
- 1859 : 8 600 000 (Valachie et Moldavie sans la Bessarabie et la Bucovine)
- 1912 : 12 923 600
- 1930 : 18 052 896 dont 71,9 % Roumains (pays agrandi des nouvelles provinces du Banat, de Bessarabie, Bucovine, Dobroudja du Sud et Transylvanie)
- 1948 : 15 872 624 dont 80,7 % de Roumains (territoire actuel de la Roumanie)
- 1956 : 17 489 450
- 1966 : 19 103 163
- 1977 : 21 559 910
- 1992 : 22 810 035
- 2002 : 21 698 181
- 2011 : 20 121 641<sup>81</sup>
- 2019 : 19 414 458<sup>83</sup>



Évolution de la démographie entre 1961 et 2003 (chiffre de la FAO, 2005). Population en milliers d'habitants.

Entre 1989 et 2019, la population roumaine a chuté de 3,5 millions. Outre un nombre de naissances devenu inférieur à celui des décès, le pays connaît un solde migratoire négatif de 100 000 personnes par an en moyenne depuis trente ans<sup>84</sup>. La pyramide des âges qui en résulte fait peser des doutes sur la viabilité en l'état du régime des retraites et en particulier du régime spécial<sup>85</sup>.

## Principales villes



Villes de plus de 100 000 hab. en Roumanie en 2021<sup>81</sup>

Rang	Nom	Județ	Pop.
1	<b>Bucarest</b>	Municipalité de Bucarest	1 716 983
2	<b>Cluj-Napoca</b>	județ de Cluj	286 598
3	<b>Iași</b>	județ de Iași	271 692
4	<b>Constanța</b>	județ de Constanța	263 707
5	<b>Timișoara</b>	județ de Timiș	250 849
6	<b>Brașov</b>	județ de Brașov	237 589
7	<b>Craiova</b>	județ de Dolj	234 140
8	<b>Galați</b>	județ de Galați	217 851
9	<b>Oradea</b>	județ de Bihor	183 105
10	<b>Ploiești</b>	județ de Prahova	180 539
11	<b>Brăila</b>	județ de Brăila	154 686
12	<b>Arad</b>	județ d'Arad	145 078
13	<b>Târgu Mureș</b>	județ de Mureș	144 895
14	<b>Pitești</b>	județ d'Argeș	141 275
15	<b>Bacău</b>	județ de Bacău	136 102
16	<b>Sibiu</b>	județ de Sibiu	134 308
17	<b>Baia Mare</b>	județ de Maramureș	108 759
18	<b>Buzău</b>	județ de Buzău	103 481

## Communautés ethniques

Si conformément au droit international qui est un droit du sol, les « Roumains » sont tous les citoyens de la Roumanie et eux seuls quelles que soient leurs origines, langues et cultures, en revanche la législation roumaine et les recensements prennent aussi en compte l'appartenance ethnique selon le droit du sang : elle est déclarative et les communautés disposent de représentants au parlement et d'institutions propres reconnues par la loi<sup>86</sup>. Au recensement de 2011 on dénombrait<sup>81</sup> :

- Roumains : 16 792 868 — 88,9 % (dont les aroumains)
- Roms : 569.477 — 1.850.000 — 2,98% — 8,32% (selon le Conseil de l'Europe)<sup>87</sup>
- Hongrois : 1 227 623 — 6,5 % (dont les sicules et les csángós)
- Ukrainiens : 50 920 — 0,3 % (dont les ruthènes et houtsoules)
- Allemands : 36 042 — 0,2 % (dont les saxons de Transylvanie, les souabes du Banat, les souabes de Satu Mare, les allemands de Dobrogée, les allemands de Bucovine, les zipsiens et les allemands du Vieux Royaume)
- Russes : 23 487 — 0,1 % (dont les lipovènes)

- Turcs : 27 698 — 0,1 %
- Tatars : 20 282 — 0,1 %
- Serbes : 18 076 — 0,1 %
- Slovaques : 13 654 — 0,1 %
- Bulgares : 7 336 —
- Croates : 5 408 — (dont les carachovènes)
- Grecs : 3 668 —
- Juifs : 3 271 —
- Autres : 32 925 — 0,2 % (principalement arméniens, slavo-macédoniens, polonais, tchèques, chinois et arabes)
- Pas d'ethnicité déclarée : 1 236 810 — 6,1 %



Costume traditionnel roumain transylvain<sup>88</sup>.



Hongrois du pays de Călăta, lors d'une fête populaire.



Roms de Mociu.

## Identité nationale

L'identité nationale roumaine se construit essentiellement autour de cinq composantes<sup>89, 90, 64</sup> :

1. une composante « latiniste » due aux origines romanes de la langue roumaine, composante qui comporte un volet internationaliste tourné vers les autres pays latins, et un volet isolationniste qui fait de la Roumanie, selon une expression de Nicolae Iorga, « une île latine au milieu d'un océan slave » (ce qui est doublement faux car les Hongrois ne sont pas des Slaves, et les Slaves ont longtemps cohabité avec les proto-Roumains) ;
2. une composante « victimaire » due à la situation géopolitique de « petit pays aux marges de grands empires expansionnistes », qui consiste à exonérer les dirigeants roumains de leurs décisions les moins flatteuses pour la conscience collective, au nom de la nécessité de survivre ;
3. une composante « pastorale » et « chrétienne orthodoxe » liée aux origines rurales des proto-Roumains après l'effondrement de l'Empire romain, composante qui, sous l'influence des nationalismes européens du xix<sup>e</sup> siècle, a évolué en nationalisme d'abord romantique à partir de 1880, puis xénophobe et intolérant à partir des années 1930 ;
4. une composante « humaniste » liée à l'influence des Lumières et sous-tendant la renaissance culturelle roumaine (l'hymne national de la Roumanie est *Eveille-toi, Roumain !*) jalonnée par la première Constitution en 1741, l'abolition du servage en 1749, la proclamation du « *Supplex libellum Valachorum* » en 1784, la fondation de l'Académie roumaine en 1843, l'union des principautés de Moldavie et Valachie en 1859, la sécularisation des biens ecclésiastiques et l'émancipation des Roms en 1862 par Alexandru Ioan Cuza, l'indépendance reconnue en 1878, l'enseignement primaire gratuit et obligatoire en 1902, l'unification politique du pays le 1<sup>er</sup> décembre 1918, la réforme agraire, la naturalisation sans condition des minorités et le suffrage universel en 1921-1923, et enfin les quatre révolutions roumaines de 1784 en Transylvanie, de 1821 en Moldavie et Valachie, de 1848 dans les trois pays et de 1989 ;
5. une composante « européenne internationaliste » consistant à admirer et imiter ce qui se fait à l'ouest, à vouloir aligner la Roumanie sur l'Europe occidentale ou centrale, qui s'est manifestée à partir du xix<sup>e</sup> siècle et qui s'est développée au rythme des échanges commerciaux et de l'industrialisation.

Tous les régimes politiques qui se sont succédé dans le pays ont instrumentalisé à leur manière ces cinq composantes identitaires, et les partis politiques, tant qu'ils ont pu s'exprimer (jusqu'en 1938 et à partir de 1989) se sont appuyés, chacun selon son idéologie, sur tel ou tel aspect de ces composantes. Alternativement ou simultanément, ces courants identitaires se sont manifestés dans l'histoire du pays, lors de la modernisation et la démocratisation sous divers gouvernements parlementaires entre 1856 et 1938, lorsqu'un régime autoritaire s'est mis en place en 1938, sous la dictature à partir de 1940, et enfin sous le totalitarisme à partir de 1945. Successivement pro-Allié en 1938, pro-nazi en 1940 et communiste en 1945, le régime politique est devenu de plus en plus répressif et sanglant (avec toutefois un « desserrement » dans les années 1965-1972). La société civile a tenté de résister au totalitarisme, de manière de plus en plus feutrée et passive à mesure que les résistants étaient exterminés, mais, dans les familles, les courants identitaires ont perduré, d'autant que le régime communiste de Roumanie s'est servi des aspects « pastoraux » pour asseoir sa légitimité (ce que Catherine Durandin a appelé le « national-communisme »)<sup>91</sup>.

## Reconnaissance des génocides

En novembre 2004, le parlement roumain à l'unanimité et le président Ion Iliescu reconnaissent officiellement les crimes des régimes nationalistes roumains contre les Juifs<sup>92</sup> et deux ans plus tard, en décembre 2006, quelques jours avant la cérémonie d'entrée dans l'Union européenne, le président Traian Băsescu reconnaît officiellement les crimes commis par le régime communiste contre l'ensemble de la population. Toutefois, la seconde reconnaissance, comme celle du Holodomor en Ukraine, crée un précédent dans le devoir de mémoire car elle élargit la définition d'un « génocide » à des crimes perpétrés sur critères sociaux ou politiques, et non plus seulement nationaux, ethniques et religieux. C'est pourquoi la seconde reconnaissance est contestée par une partie des historiens occidentaux qui, de plus, en récusent l'intentionnalité. En Roumanie même, des mouvements nationalistes tel le PRM récusait aussi l'intentionnalité des crimes des régimes nationalistes fasciste et militariste.

En 2007, les historiens de la commission présidentielle pour l'analyse de la dictature en Roumanie, ont officiellement confirmé, documents à l'appui, l'intentionnalité des deux génocides, et évalué les victimes civiles du fascisme militariste roumain à un demi-million de personnes (en quatre ans) dont les 290 000 de la Shoah<sup>93</sup>, et celles du communisme à deux millions (en quarante-cinq ans), soit environ 10 % de la population<sup>94</sup>.

## Empreinte du régime communiste

Venant aussitôt après la guerre et le fascisme, le communisme a duré 45 ans et a donc profondément marqué la Roumanie, mais le travail de mémoire est resté confiné aux cercles intellectuels et aux familles des victimes (soit environ 10 % de la population selon la « Commission historique d'investigation et d'analyse des crimes du régime communiste »<sup>note 3</sup>), ce qui fait que beaucoup de jeunes Roumains d'aujourd'hui n'en savent pas beaucoup plus que les occidentaux à ce

sujet (c'est pourquoi des films comme *Noces muettes* d'Horațiu Mălăele ou *Quatre mois, trois semaines et deux jours* de Cristian Mungiu ont été tournés).

Le communisme a ajouté à l'identité politique roumaine une composante transversale, le « survivalisme » qui se manifeste par une attitude économique, sociale et civique, donc également éthique et politique, légitimant n'importe quelle stratégie, changement brutal d'orientation, rupture d'engagements ou absence de principes (voire d'éducation) par la nécessité de survivre, étendue à celle de prospérer, soi, sa famille, son groupe d'appartenance, son entreprise, le pays<sup>95</sup>. Pendant et après la révolution roumaine de 1989, le président Ion Iliescu a largement joué sur cette composante transversale pour asseoir le pouvoir d'une *nomenklatura* populiste et isolationniste, avec le slogan « Un des nôtres, pour notre tranquillité » qui garantissait à tous ceux qui, sous la dictature, avaient soit profité du régime, soit laissé faire passivement, un avenir sans risque de lustration (lustration revendiquée par les étudiants et l'opposition).

## Langues

### Patrimoine linguistique local et diaspora roumanophone

Il y a en tout 25 millions de roumanophones, dont 19,3 millions en Roumanie (sur 22,3 millions d'habitants) et 3 millions en république de Moldavie (sur 4,5 millions d'habitants). Approximativement deux millions de citoyens roumains ont une autre langue maternelle que le roumain : hongrois (1 434 377 citoyens), romani (535 250 citoyens)<sup>96</sup>, allemand, russe, turc, grec, arménien, etc. Un million et demi de citoyens moldaves aussi : russe, ukrainien, turc, bulgare.

En outre, un nombre indéterminé de roumanophones ne sont ni citoyens roumains, ni citoyens moldaves : ils peuvent être citoyens ukrainiens, serbes (principaux pays à minorités roumanophones historiques), russes (à la suite de la déportation), italiens, espagnols, français, canadiens, américains, australiens, allemands, suisses ou belges (principaux pays de la diaspora).

### Langues étrangères et francophonie

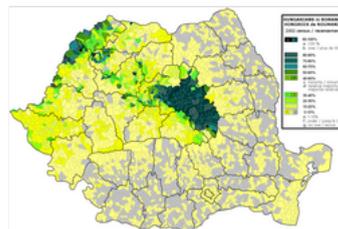
En Roumanie l'anglais est de plus en plus parlé, surtout chez les jeunes générations, depuis la fin de l'époque communiste : il est la première langue universitaire. Héritage de la période austro-hongroise, l'allemand reste, en Transylvanie, une langue étrangère familière, surtout dans les villes, comme Sibiu, abritant de fortes minorités saxonnes. En raison de la francophilie héritée de l'influence des Lumières au XVIII<sup>e</sup> siècle, et de l'aide française à l'unité roumaine durant le XIX<sup>e</sup> siècle ainsi que pendant la Première Guerre mondiale, le français a longtemps été un élément important de la formation culturelle des jeunes Roumains, et le reste au niveau pré-universitaire (1,5 million d'élèves) : par ailleurs la plupart des universités sont associées à l'Agence universitaire de la Francophonie et la Roumanie fait partie de l'Organisation internationale de la francophonie. Un récent recensement paru en 2010 sur le site de l'organisation estime à 4 756 100 le nombre de francophones en Roumanie, soit le quart de la population roumaine<sup>97</sup>.

Jusqu'en 1945, la Roumanie et la France avaient gardé des relations culturelles et politiques étroites, et partagé les mêmes orientations politiques. En 1968 encore, lors de sa visite à Bucarest en mai, Charles de Gaulle était spontanément ovationné à Bucarest, alors qu'il était conspué à Paris<sup>98</sup>. Pendant le régime communiste, certaines publications de langue française (*L'Humanité*, *Vaillant*) étaient accessibles sur abonnement en Roumanie. La télévision et la diffusion cinématographique roumaines ont été axées sur les productions francophones (cependant modifiées : ainsi, dans la série des *Gendarmes de Saint-Tropez*, les scènes où l'on voyait un marché ont été *caviardées* pour éviter aux spectateurs roumains des comparaisons oiseuses avec leurs propres marchés).

Mais après 1989, les Roumains découvrent une nouvelle France aux yeux de laquelle la Roumanie n'est plus une « petite sœur des Balkans », ni une alliée, tandis que Bucarest n'est plus un « petit Paris »<sup>99</sup>. Aux yeux des médias de cette nouvelle France, la Roumanie apparaît comme le « pays de Dracula, de la Garde de Fer, de Ceaușescu, des orphelinats et des mendiants de rue », et, comme ses voisins les autres pays de l'Est, comme « une région patriarcale, suspecte de fascisme, d'une société mafieuse ou pire »<sup>note 6</sup>. En fait la société est contrastée, avec une *jet set* à l'occidentale et des Roms dont certains vivent comme il y a cent ans, des villes modernes et des campagnes traditionalistes, une grande liberté de mœurs et une présence religieuse très visible dans l'espace public, à la télévision, dans l'enseignement et dans l'identité. Dans cet espace multiculturel coexistent diverses mentalités, les unes traditionnelles, voire folkloriques, d'autres libre-penseuses, occidentales, ou encore nostalgiques de tel ou tel passé... Les opinions politiques les plus diverses s'affrontent, en toute liberté d'expression et dans le respect des convictions individuelles. Depuis 1989, l'indifférence de la France à l'égard de la Roumanie a fait disparaître la presse de langue française des kiosques du pays, et le français est en perte de vitesse face à l'anglais, sauf dans les anciens centres francophones comme Bucarest, Iași ou Constanța. Les films francophones sont diffusés surtout sur la chaîne *TV Cultural* et dans les centres culturels français du pays. Malgré tout, les médias français conservent des antennes en Roumanie. Par exemple, RFI Roumanie (ancienne Radio Delta RFI), seule station de radio francophone en Roumanie, est aussi la plus importante filiale de RFI à l'étranger. Les émissions sont souvent en roumain, mais le soir et la nuit, la station diffuse des émissions en français<sup>100</sup>.

### Confessions religieuses

La pratique religieuse régulière est faible mais celle des grandes fêtes (Pâques, Noël) ainsi que des principaux sacrements (baptême, mariage) est, quant à elle, très assidue, car elle fait partie de l'identité des habitants et c'est pourquoi l'Église orthodoxe affirme que la Roumanie est l'un des pays les plus religieux de l'Union européenne avec près de 90 % de la population ; depuis la chute du communisme, plus de mille nouvelles églises ont été construites dans le pays, ainsi que de nombreux monastères. Parmi la population de confession chrétienne, il existe aussi des minorités : catholiques roumains, gréco-catholiques et protestants). Il existe aussi une communauté musulmane d'environ 64 000 personnes, essentiellement concentrée en Dobroudja. Il subsiste également une petite communauté juive qui comptait environ 3 200 personnes en 2011 (alors qu'en 1930, elle comptait plus de 756 000 personnes). On compte aussi des minorités bouddhistes, hindouistes, néopaiennes entre autres<sup>102</sup>.



En nuances de vert les communes où le hongrois bénéficie d'un statut semi-spécial à côté du roumain ; en vert et jaune celles où les hongrois de Roumanie sont présents.



Signalisation routière multilingue à Sighișoara (roumain, allemand, hongrois)



Traditionnels œufs peints des Pâques.



Cathédrale métropolitaine de Iași, la plus grande église orthodoxe de Roumanie.



Temple réformé de Cluj-Napoca.



Cathédrale gréco-catholique de Târgu Mureș.



Mosquée Carol 1<sup>er</sup> à Constanța.



Synagogue de Fabric de Timișoara.



Cathédrale catholique "Saint Joseph" de Bucarest.



Église lipovène de Rădăuți.



Église noire luthérienne de Brașov.



Église orthodoxe du monastère de Neamț.

Confessions religieuses (en 2021)<sup>101, 102</sup>

Religions	%
orthodoxes	73,86
catholiques de rite latin	3,89
réformés	2,6
pentecôtistes	2,12
catholiques de rite grec	0,61
baptistes	0,54
adventistes	0,35
musulmans	0,31
autres	1,12
sans religion	0,43
athées et agnostiques	0,37
non-enseignée ou non-déclaré	27,88

## Économie

### Monnaie, revenu, salaires et emploi

La monnaie roumaine est le leu roumain (l'appellatif technique est RON). En octobre 2015, le cours moyen est de 1 EUR = 4,4220 RON<sup>103</sup>. En mai 2015, le salaire moyen mensuel net est de 1 829 RON (411 EUR à la même date)<sup>104</sup>. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, le salaire mensuel minimum garanti par la loi ou par les conventions collectives du travail est de 1 050 RON (236 EUR)<sup>105</sup>. L'impôt sur le revenu est de type proportionnel (également appelé impôt à taux unique) à 16 %<sup>106</sup>, et au premier trimestre 2015, le montant moyen des retraites est d'environ 890 RON (200 EUR)<sup>107</sup>.

Évolution du salaire minimum (en lei)<sup>108</sup>

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
100	140	175	250	280	310	330	390	540	600	600	670	700	800	900	1050

La décennie 1990-2000 équivaut à la décennie 1945-1955 en Europe occidentale, mais avec 45 ans de retard de développement, sans plan Marshall, sans épuration et sans programme social du Conseil national de la Résistance. Après la chute du régime communiste, la Roumanie a subi une transition extrêmement difficile, marquée par une crise économique aiguë (chute de 48 % du PIB industriel, inflation comprise entre 50 % et 300 %, et l'écroulement de la monnaie (en 1999 le leu vaut 1 000 fois moins qu'en 1990, de nouvelles coupures sont émises tous les ans). Le chômage passe de 2 % à 12 % et provoque des mouvements sociaux parfois très violents. En 1990 et 1991, des dizaines de milliers de mineurs, instrumentalisés par une frange du pouvoir post-communiste qui s'oppose à toute réforme, envahissent Bucarest, saccagent le siège du gouvernement et provoquent des dizaines de morts et des blessés parmi les étudiants et les enseignants, accusés d'être des vecteurs du « capitalisme ultralibéral ». En 1999 le mouvement se répète mais cette fois les gendarmes gagnent la « bataille » (selon une expression utilisée à l'époque). L'année 2000 marque une amélioration et l'économie roumaine connaît une forte croissance entre 2001 et 2007 (4 à 9 % par an) : elle est déclarée « économie de marché fonctionnelle » par la Commission européenne en octobre 2004. Son PIB en parité de pouvoir d'achat (247 milliards de dollars) place la Roumanie au 45<sup>e</sup> rang mondial fin 2007, au niveau du PIB tchèque<sup>109</sup>.



Billet de 50 lei à l'effigie d'Aurel Vlaicu

La majorité au pouvoir entre 2004 et 2008 a mis en place une politique économique d'inspiration libérale, visant à réduire le nombre des entreprises d'État (encore autour de 30 % du PIB en 2006 selon une estimation de la Deutsche Bank), attirer plus d'investissements étrangers (7<sup>e</sup> destination en Europe en 2006 selon le Financial Times), réduire la fiscalité et le chômage (4,3 % janvier 2008 et 1,8 % à Bucarest)<sup>110</sup>.

Mais à partir de 2007, malgré ou à cause de l'intégration à l'Union européenne (selon les points de vue), les effets néfastes de la crise financière mondiale se font sentir et ralentissent fortement la croissance de l'économie roumaine, avec un taux de chômage de jeunes supérieur à 20 %<sup>111</sup>.

Pour faire face à la forte émigration des travailleurs roumains (environ quatre millions de Roumains sont partis travailler en Europe de l'Ouest entre 2007 et 2021<sup>112</sup>), le gouvernement a dû augmenter les quotas pour les travailleurs extracommunautaires, passés de 3 000 en 2016 à 20 000 en 2019. Ces derniers sont souvent originaires d'Inde et perçoivent des salaires deux à trois fois plus élevés que dans leur pays, leur permettant d'en envoyer une partie à leurs familles. Cependant, des scandales ont éclaté concernant leurs conditions de vie parfois insalubres, et leurs contrats fixent à soixante heures par semaine la durée de leur travail<sup>84</sup>.

Pourtant, le taux de chômage s'élève encore à 9 % (en 2019) dans l'est et le sud de la Roumanie. Le chômage des jeunes est lui beaucoup plus important, s'élevant à 18 %. Mais en raison des fortes inégalités territoriales (ces régions souffrent de l'absence de réseaux routiers et ferroviaires modernisés), les entreprises choisissent généralement de s'implanter dans l'ouest du pays. En outre, les écoles professionnelles démantelées après la chute du communisme ne font encore l'objet d'aucun projet de relance par le gouvernement<sup>84</sup>.

## Entreprises

Une des principales entreprises roumaines est Dacia (constructeur automobile appartenant à Renault) possédant quelques sites de production sur Bucarest et Pitești. Des entreprises européennes occidentales délocalisent de plus en plus leurs usines en Roumanie. La plupart des entreprises roumaines s'occupent de pétrole, gaz, or (de Transylvanie), autres ressources naturelles, textile, etc.

## Agriculture et agroalimentaire

### Industrie

L'industrie roumaine représente 35 % du produit national brut et à peu près 20 % de la force du travail est impliquée dans l'industrie.

L'industrie roumaine produit aussi des automobiles comme celles de la marque Dacia du groupe Renault.

## Technologie de l'information

### Secteur IT

La Roumanie est l'un des marchés les plus attractifs d'Europe pour les investissements technologiques et l'externalisation, avec une main-d'œuvre hautement qualifiée et diversifiée, des prix compétitifs et un environnement commercial stimulant avec un secteur évalué à 40 milliards d'Euro. Le secteur informatique de la Roumanie a connu une croissance continue au cours de la dernière décennie, malgré les turbulences politiques et la crise économique, ce qui est un bon indicateur de sa force motrice. Connus pour leur expertise technique étendue, leur flexibilité, leur enthousiasme et leurs excellentes compétences linguistiques, les fournisseurs de services logiciels roumains sont un excellent choix pour des collaborations à long terme dans les activités de nearshoring et d'offshoring.

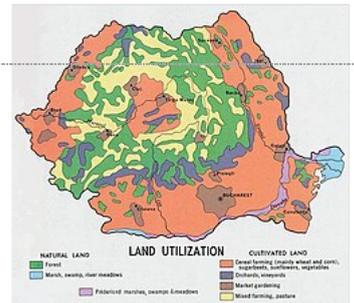
La Roumanie est l'un des marchés de la technologie de l'information (TI) les plus dynamiques d'Europe centrale et orientale. Le pays a réalisé des progrès significatifs dans tous les sous-secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC), y compris la téléphonie de base, la téléphonie mobile, Internet et l'informatique. Le secteur des télécommunications du pays a été déréglementé, étendu et modernisé au cours des 15 dernières années.

### Leader en Europe

La Roumanie est le leader en Europe, et le sixième dans le monde, quant au nombre de spécialistes informatiques certifiés, avec des taux de densité par 1 000 habitants plus élevés qu'aux États-Unis ou en Russie<sup>113</sup>. Il y a environ 100 000 spécialistes dans le secteur IT. Environ 15 000 des 40 000 ingénieurs diplômant chaque année en Roumanie sont formés en TIC<sup>114</sup>. Microsoft a acquis la technologie antivirus roumaine en 2003. Selon Microsoft, la Roumanie a un potentiel clair dans les technologies de l'information, un domaine dans lequel les étudiants, chercheurs et entrepreneurs roumains excellent. Sa culture orientée vers l'ouest et le haut niveau d'éducation de sa jeunesse font de la Roumanie un marché potentiel immense (le deuxième plus grand producteur de logiciels en Europe de l'Est). En ce qui concerne les services d'externalisation informatique, la Roumanie est classée troisième mondialement, défiant avec succès l'Inde<sup>115</sup>.

Le marché IT est l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie roumaine. Depuis l'année 1994, le marché IT a démontré des taux de croissance de 40 à 60 pour cent par an. Le plus grand secteur quant aux revenus est l'intégration de systèmes et de réseaux, qui représente 28,3 % des revenus totaux du marché. Pendant ce temps, le segment de marché de l'IT qui connaît la croissance la plus rapide est la programmation offshore. L'industrie de l'externalisation du développement de logiciels a franchi la barre des 3 milliards de dollars de revenus totaux en 2005 et a atteint 4,8 milliards de dollars en 2006. Actuellement, la Roumanie contrôle 5 % du marché de développement de logiciels offshore et est le troisième pays (après l'Inde et la Chine) parmi les exportateurs de logiciels. Cette croissance de l'externalisation des logiciels en Roumanie est causée par un certain nombre de facteurs. L'un d'eux est le rôle de soutien du Gouvernement de la Roumanie. Le gouvernement a lancé un programme de promotion de la construction de parcs technologiques orientés vers les technologies de l'information – des zones spéciales qui disposent d'une infrastructure établie et bénéficient d'un régime fiscal et douanier favorable. Un autre facteur stimulant la croissance du secteur IT en Roumanie est la présence de grandes entreprises technologiques mondiales telles qu'Intel, Motorola, Oracle, Sun Microsystems, Boeing, Nokia et locale comme par exemple: TotalSoft, TeamNet International, Siveco qui ont intensifié leurs activités de développement de logiciels et ouvert leurs centres de R&D en Roumanie.

L'industrie des TIC a élargi son champ d'action au-delà de la fabrication d'équipements pour inclure les services de maintenance et de gestion ainsi que la création de contenu audio, vidéo, imprimé et numérique. Ces développements devraient créer une variété de nouvelles opportunités sur le marché des TIC en Roumanie. À l'occasion du Forum mondial de l'électronique (Paris 2000), l'étude "Worldwide ICT Professionals Market Situation Study" a montré que, d'ici 2008, la Roumanie serait le seul pays européen à disposer de spécialistes IT excellents<sup>116</sup>. Actuellement, environ 25 000 professionnels des logiciels travaillent dans l'industrie et près de 1/5 d'entre eux sont impliqués dans des activités d'exportation de logiciels. En 2003, la Roumanie était classée 6e au monde par le nombre de professionnels certifiés ("2003 Global Skills IQ Report", Brainbench) et a reçu un certificat de bronze dans la catégorie "Most Certified Nation



Carte de l'occupation des sols en Roumanie en 1970



Port et chantier naval de Constanța.

(Overall)" lors des premiers Bench Games annuels 2005 ("2005 Bench Games Report", Brainbench). Le vice-président pour la région EMEA a montré qu'Oracle s'engageait à encourager ce pays à tirer parti de son potentiel : "Oracle vise à aider la Roumanie à devenir la Silicon Valley de l'Europe centrale et orientale."

## Transports

Par sa situation géographique, la Roumanie se trouve à l'intersection de plusieurs principales lignes de transport reliant l'Europe du Nord au sud et de l'ouest à l'est, ce qui est potentiellement une situation économiquement favorable. En outre, le réseau de transport en Roumanie fait la liaison entre le réseau communautaire des transports et celui d'États non limitrophes d'Europe et d'Asie<sup>117</sup>. Toutefois les infrastructures de transport existantes ne répondent pas aux besoins de l'économie d'aujourd'hui et sont loin derrière celles d'Europe de l'Ouest, en raison d'une part du manque d'investissements publics (réparations et entretien adéquats), d'autre part de choix logistiques déséquilibrés (tout-routier, diminution des transports alternatifs, abandon des voies ferrées et des infrastructures fluviales souvent vétustes, perte quasi totale de la flotte maritime)<sup>118, 119</sup>.

### Réseau ferroviaire

#### Réseau routier

Dernièrement, des efforts ont été faits pour raccorder les routes principales de la Roumanie au réseau des couloirs européens<sup>120</sup>. Plusieurs projets visant à moderniser les réseaux de transports ont été lancés, financés par l'ISPA (Instrument structurel de préadhésion de l'UE)<sup>121</sup> et garantis par des prêts des institutions financières internationales. Le gouvernement est également à la recherche de sources de financement externes ou de partenariats public-privé afin de poursuivre la modernisation du réseau routier, en particulier des autoroutes. En janvier 2010, la Roumanie en avait terminé 321,9 km. [réf. nécessaire]

Les autoroutes roumaines sont l'A1 de Bucarest à Pitești, l'A2 de Bucarest à Constanța et l'A3 de Bucarest à Ploiești. La construction de l'A3, ou « Autoroute de Transylvanie », reliant Bucarest à Oradea, a commencé en juin 2004 et aurait dû être finalisée en 2013<sup>122</sup>. Les autres tronçons à divers stades d'avancement sont Bucarest – Brașov, Cernavodă – Constanța, Nădlac – Arad – Timișoara, Bucarest – Roșiori de Vede – Craiova<sup>123, 124</sup>.

#### Transport aérien

La Roumanie dispose de 62 aéroports, dont 25 aéroports avec des pistes en dur (en béton, en bitume ou en asphalte) et 37 aérodromes avec des pistes en terre battue. Les plus importants aéroports du pays sont ceux de Bucarest (OTP et BBU), de Cluj-Napoca (CLJ) et de Timișoara (TSR). En 2008, les 17 aéroports civils du pays ont enregistré un trafic de 9,1 millions de passagers<sup>125</sup>.

### Transport fluvial et maritime

## Tourisme

Le tourisme contribue de manière significative à l'économie roumaine, générant environ 5% du PIB<sup>126</sup>. Le nombre de touristes a augmenté régulièrement, atteignant 9,33 millions de touristes étrangers en 2016, selon la Banque mondiale<sup>127</sup>. Le tourisme en Roumanie a attiré 400 millions d'euros d'investissements en 2005<sup>128</sup>. Plus de 60 % des visiteurs étrangers en 2007 provenaient d'autres pays de l'UE<sup>129</sup>. Les attractions estivales populaires de Mamaia et d'autres stations balnéaires de la mer Noire ont attiré 1,3 million de touristes en 2009<sup>130</sup>.

Le tourisme en Roumanie s'articule autour de trois pôles d'attraction :

- les sites **naturels** comme les Carpates ou le delta du Danube dans lesquels on peut pratiquer des activités comme la randonnée, la pêche, la spéléologie, le safari-photo ou l'observation de la faune sauvage (la Roumanie compte encore des milliers d'ours, de loups, de lynx et autres espèces disparues ou très rares et difficiles à voir ailleurs). Il existe aussi un tourisme de chasse, très onéreux ;
- les pôles d'attraction **culturels** dont les principaux atouts sont les anciennes villes transylvaines, le Maramureș, la Bucovine et ses monastères médiévaux, le tourisme monastique ou ethnographique (vie des villages, minorités comme les Csángós, les Lipovènes ou les Saxons, musique traditionnelle), les châteaux et forteresses, l'archéologie, les petits trains de montagne à vapeur (comme celui du Vășăr) voire les circuits légendaires (Dracula) ;
- le tourisme de **santé-loisirs** où le thermalisme et le littoral de la mer Noire (avec notamment les stations estivales de plage et ses discothèques) sont les principales destinations.

Sur le plan géographique, on compte :

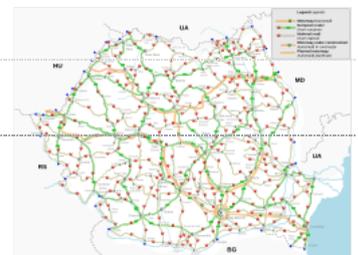
- Les « attracteurs » de montagne comme Poiana Brașov, Sinaia, Bușteni, Predeal, Borșa, les monts Apuseni, Parâng ou Retezat où se trouve le parc national Retezat ;
- Les « attracteurs » fluviaux : des croisières (dont certaines, internationales) sont organisées tout au long du Danube, mais ce sont les Portes de Fer et le delta du Danube, réserve naturelle pour la biosphère de l'UNESCO, qui attirent le plus de visiteurs ;
- Les « attracteurs » de la mer Noire sont les marinas de tourisme de masse qui se succèdent du nord de la ville de Constanța jusqu'à la frontière bulgare : elles bénéficient d'un long ensoleillement et d'une chaleur tempérée, la moyenne étant de 25 °C en été et 250 254 touristes (roumains à 80 %) les ont fréquentées en 2006 ; ce sont du nord au sud les ensembles de Mamaia, Constanța,



Carte des réseaux de transports en commun d'Europe du Sud-Est et de la Slovaquie avec des systèmes: RER, tram-train, métro, métro léger, tramway ou trolleybus.



Carte du réseau ferré roumain.



Carte du réseau routier roumain.



Carte des principaux aéroports roumains.



Nouveau terminal de l'aéroport international « Henri Coandă » de Bucarest.

Costinești, Eforie, et les six marinas de *Neptun*, *Jupiter*, *Olimp*, *Saturn*, *Aurora* et *Vénus* situées à Mangalia, et plus au sud encore Doi-Mai et Vama Veche ;

- Parmi les « attracteurs » transylvains, les centres-villes anciens de Sibiu, Brașov, Cluj-Napoca, Sighișoara, Alba Iulia, Arad, Bistrița, Făgăraș, Gherla, Hațeg, Hunedoara, Mediaș, Miercurea-Ciuc, Oradea, Sfântu Gheorghe, Râșnov, Târgu Mureș ou Timișoara, les églises fortifiées saxonnes ainsi que les châteaux et les places fortes attirent non seulement les touristes roumains, mais aussi beaucoup d'étrangers notamment allemands et anglo-saxons. Mais l'« attracteur » transylvain le plus connu internationalement reste le mythe du comte Dracula créé par l'écrivain irlandais Bram Stoker et popularisé par des dizaines d'œuvres cinématographiques. Ainsi, tout un tourisme « vampiresque » s'est développé notamment autour de la ville médiévale de Sighișoara et du château de Bran, parfois à la place d'autres richesses plus authentiques comme la tour de Chindia (en) à Târgoviște, moins spectaculaire mais bâtie sous le règne de Vlad Țepeș, l'inspirateur du personnage de Dracula ;
- Les « attracteurs » du Nord de la Roumanie sont surtout religieux : églises en bois du Maramureș et monastères de Bucovine, dont la renommée est due, pour les premiers, à leur architecture solide mais élégante et entièrement en bois, et, pour les seconds, à la conservation exceptionnelle de leurs fresques non seulement à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur (les plus visités sont Moldovița, Humor, Sucevița, Arbore (en), Pătrăuți, Proboata, Suceava et Voronet).



L'A3, à proximité de Ploiești.

Malgré ces atouts, le tourisme souffre de la crise financière internationale, d'un déficit de communication (la plupart des sites restent peu connus et les prestataires roumains rechignent à sortir des sentiers battus, à innover) et de la concurrence d'autres destinations plus proches des pays d'origine des touristes occidentaux (Croatie, Hongrie) ou plus facilement accessibles (Grèce, Turquie).

En août 2015, le gouvernement a soumis un projet de loi (statut gouvernemental n° 13) qui conduirait à l'établissement d'une sorte de *Passenger Name Record* pour tous les touristes. La base de données, traduite en anglais par *Integrated Tourist Record Computer System*, dans laquelle tous les hôtels et pensions entreraient les identifiants des touristes, serait gérée par l'agence militaire *Serviciul de Telecomunicații Speciale* (en) (STS, Service de télécommunications spéciales), laquelle communiquerait ensuite les données aux différents services du *Ministère de l'Intérieur*<sup>131</sup>. Le projet suscite beaucoup de critiques de la part des défenseurs du droit à la vie privée<sup>131</sup>.

## Place dans l'économie mondiale

Le PIB de la Roumanie (121,3 milliards d'euros fin 2007)<sup>132</sup> dépend des services pour 55,2 %, de l'industrie pour 34,7 % et de l'agriculture pour 10,1 % pour une population quasi égale dans les trois secteurs. Le rythme de croissance économique a été de 7,7 % en 2006 et de 6,7 % en 2007. L'inflation en rythme annuel en janvier 2008 est à 7,26 %<sup>133</sup>, le déficit budgétaire en 2007 de 2,3 % du PIB et l'endettement de l'État est à 25 % du PIB.

Le classement publié le 16 septembre 2006 par la *Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement* situe la Roumanie à la 24<sup>e</sup> place (sur 141 pays) au regard de l'attractivité pour les IDE et la dette publique représente moins de 20 % du PIB. Cinq sociétés de Roumanie ont un chiffre d'affaires supérieur à un milliard d'euros : *Petrom* (groupe OMV), *Rompetrol*, *Mittal Steel Company* (ancien Sidex, groupe Arcelor-Mittal), *Metro AG* (groupe Metro AG) et *Automobile Dacia* (groupe Renault). En 2024, la Roumanie est classée en 48<sup>e</sup> position pour l'indice mondial de l'innovation<sup>134</sup>. Selon [https://www.ey.com/en\\_ro](https://www.ey.com/en_ro) (février 2024), "se positionnant à la 16e place (4 %) sur 32 des pays les plus attractifs pour investir en 2022, la Roumanie a dépassé des pays tels que la Hongrie (2 %), la République tchèque (2 %) et est proche de la Pologne, dont le pourcentage s'établit à 6 %".

## Culture

Les Roumains décrivent souvent leur pays comme une « île de latinité dans un océan slave ». Cette expression isolationniste a été popularisée par Nicolae Iorga, historien et homme politique de l'entre-deux-guerres. Toutefois il faut y mettre un bémol car la Hongrie ne fait pas partie des pays slaves. Mais surtout, la latinité est surtout linguistique : sur les autres plans de la culture traditionnelle (architecture traditionnelle, arts, musiques, cuisines, influences religieuses, histoire, patrimoine, minorités...) la Roumanie se situe bien au carrefour de l'Europe centrale à laquelle elle appartient par la Transylvanie, de l'Europe orientale à laquelle elle appartient par la Moldavie, et des Balkans auxquels elle appartient par la Valachie et la Dobrogée. Par ailleurs, depuis l'époque des Lumières, la Roumanie a subi une très forte influence occidentale et notamment française, combattue jadis par des partisans de l'« autochtonisme orthodoxe » tels le philosophe Nae Ionescu ou l'essayiste Nichifor Crainic, et aujourd'hui par les polémistes tels Adrian Păunescu ou Corneliu Vadim Tudor.



Sibiu a été Capitale européenne de la culture en 2007.

## Médias

### Presse écrite

- *Dacia*, revue spécialisée sur l'archéologie, fondée en 1924.
- *Scînteia* (ou *Scânteia*, « l'Étincelle » jusqu'en 1953), quotidien du Parti communiste devenu, après la Libération de 1989, l'*Adevărul* (« la Vérité »), basé à Bucarest.
- *Evenimentul Zilei*, quotidien fondé en 1992 (Bucarest).
- *Inklusiv*, revue homosexuelle fondée en 2005 (Bucarest).
- *Krónika*, quotidien roumain magyarophone fondé en 1999 (Cluj-Napoca).



Timișoara, Capitale européenne de la culture en 2023.

- Vásárhelyi Hírlap, quotidien roumain magyrophone fondé en 2007 (Târgu Mureş).

## Radio, télévision et réseaux informatiques

## Arts

### Architecture

La Roumanie avait un très riche patrimoine architectural où se croisaient des influences byzantines, gothiques, baroques, ottomanes, vénitiennes, françaises de l'époque des Lumières, germaniques, modernes (Bauhaus) ainsi que des styles syncrétiques locaux (style « Brâncovan » typique du xviii<sup>e</sup> siècle roumain), mais la dictature communiste, ainsi que la période néolibérale qui lui a succédé, en ont détruit une partie importante, en raison, pour la première, de l'idéologie visant à « faire table rase des traces d'un passé révolu d'exploitation de l'homme par l'homme » et, pour la seconde, d'un productivisme qui ne se soucie que de rentabilité immédiate, et non du patrimoine culturel ou historique. Il reste cependant un certain nombre de monuments et de bâtiments historiques de valeur, notamment religieux, ainsi que des quartiers et des bourgades entières qui ont été préservés et, dans certains cas, classés. C'est le cas entre autres des églises en bois du Maramureş, des monastères peints de Bucovine, des quartiers historiques des principales villes transylvaines ou l'Athénée roumain, le siège de l'Orchestre philharmonique George Enescu, qui fut inauguré en 1889.

Pendant la période communiste, le palais du Parlement est construit. Ce bâtiment de style néoclassique tardif, est le plus grand bâtiment en pierre et le second plus grand bâtiment administratif au monde après le Pentagone<sup>135, 136</sup>. Depuis 1997, le palais est le siège de la Chambre des députés et du Sénat.

Plusieurs bâtiments en Roumanie sont de style moderne : le cirque d'État à Bucarest (ro) (le cirque Globus), le bâtiment des expositions internationales Romexpo (ro), le Sala Palatului (ro) (avec plus de 4 000 places), le bâtiment futuriste du théâtre national de Bucarest Ion Luca Caragiale ou encore la Bibliothèque nationale de Roumanie.



Église de Modovita en Moldavie.



Immeuble de style Brâncovan à Ploiești.

### Peinture

Au cours du Moyen Âge et des Temps modernes, les monastères et les églises orthodoxes se couvrent de peintures murales extérieures et intérieures à caractère religieux d'inspiration orientale. Les peintres de Moldavie atteignent au xvi<sup>e</sup> siècle un niveau exceptionnel de créativité. Les plus belles se situent sur les églises et monastères de Hârlau, Suceava, Humor, Baia, Moldovița, Bălinești, Putna, Arbore, Voroneț et Sucevița. Les sujets sont principalement religieux mais peuvent également représenter des événements politiques symbolisant la résistance moldave aux Ottomans. Dragoș Coman, zographe, est un des plus grands peintres orthodoxes de cette période<sup>137</sup>. Mis à part les représentations de haut personnages et de boyards, cet art des fresques domine jusqu'au début du xix<sup>e</sup> siècle. À côté des fresques des édifices religieux ou palais, a coexisté et coexiste encore maintenant un artisanat populaire de peinture sur verre, sur bois ou sur céramique.

Au début du xix<sup>e</sup> siècle, les officiers des troupes d'occupation russes et autrichiens, en garnison à Bucarest et Jassy, introduisent les coutumes occidentales dans l'ameublement et la peinture. L'indépendance de la Roumanie confirme cette tendance à s'inspirer des modèles occidentaux. Les peintres roumains prennent alors le chemin de l'étranger (en particulier en France, Allemagne et Hongrie) pour perfectionner leur technique et s'imprégner des courants occidentaux dans l'art. Au xix<sup>e</sup> siècle et xx<sup>e</sup> siècle, des peintres de premier plan tels Theodor Pallady, Theodor Aman et Nicolae Grigorescu viennent perfectionner leur technique en France. Ce faisant, ils entrent en contact avec les courants artistiques de l'Impressionnisme, de l'Art nouveau et l'Art moderne. De retour au pays, ils représentent souvent les paysages de Roumanie, les fêtes populaires et le folklore roumain en l'adaptant au courant artistique en vogue. Parmi les peintres de renom, l'on note également Ștefan Luchian, Octavian Smigelschi, Ion Andreescu et Nicolae Tonitza<sup>138</sup>.



Tableau de Ștefan Luchian (peintre roumain).

### Sculpture

La sculpture dans l'art médiéval roumain porte l'accent sur les décorations. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle que se développe en Roumanie la sculpture ronde-bosse. Karl Storck, d'origine allemande, s'installe à Bucarest en 1849 et réalise un travail varié dans un style néo-classique, que ce soit en matière de portraits (comme le portrait de Theodor Aman) ou encore en matière de monuments, tels que le Domnița Bălașa (ro) ou encore le Spătarul Mihail Cantacuzino (ro) à Bucarest. En 1865, il devient le premier professeur de sculpture à l'Académie des Beaux-Arts de Bucarest, devenant ainsi une figure prééminente et le principal artisan du renouveau de la sculpture roumaine.

Son fils, Carol Storck (ro), reste célèbre pour ses bustes (*B.P. Hasdeu*), ses allégories (*Le Progrès*, *L'Électricité*), ainsi que pour ses sculptures monumentales (*Charles d'Avila*).

Ion Georgescu (ro), élève lui aussi de l'Académie des Beaux-Arts de Bucarest, réalise de nombreux portraits très réalistes, dénotant une vaste connaissance anatomique. C'est notamment le cas pour le portrait de l'acteur Mihail Pascaly (ro). Il garde cependant certaines inclinaisons pour le romantisme comme avec le *Copiliță rugându-se*. On lui doit également la statue de Gheorghe Lazăr sur la Piața Universității à Bucarest, celle de Gheorghe Asachi à Iași, ou encore les allégories de la Justice et de l'Agriculture de la Banque Nationale de Bucarest.

Ștefan Ionescu-Valbudea (ro) est un opposant au néo-classicisme de Georgescu, et se concentre principalement sur l'anatomie humaine, caractérisée au travers de la force et du drame. Parmi ses travaux, on note les œuvres *Mihail Nebunul* ou encore *Speriatul* (La Peur) qui est traité tel un modelage nerveux, anticipant les futurs travaux de Dimitrie Paciurea (ro).

Un autre sculpteur d'origine polonaise, Wladimir Hegel (ro), s'établit à Bucarest et y réalise de nombreux travaux, tels que le *Monument des pompiers* de la *butte de Spirea*. Il aura comme élèves des noms célèbres de la sculpture roumaine, comme Dimitrie Paciurea ou bien encore Constantin Brâncuși. Brâncuși (1876-1957) est l'un des sculpteurs les plus influents du début du xx<sup>e</sup> siècle. Il est considéré comme ayant poussé l'abstraction sculpturale jusqu'à un stade jamais atteint dans la tradition moderniste et il a également ouvert la voie à la sculpture surréaliste, ainsi qu'au courant minimaliste des années 1960<sup>139</sup>.

## Musique

La musique roumaine est particulière au sein de l'Europe de l'Est car la population roumaine n'est pas slave mais en majorité latine, tout comme celle de Moldavie dont la musique partage bien des aspects d'ailleurs. De plus, il existe une grande minorité rom particulièrement versée dans la musique et appelée les Lăutari qui accompagnent traditionnellement les fêtes et banquets (mariages...).

La musique folklorique traditionnelle est très ancienne et se reflète aujourd'hui jusqu'au sein des autres styles de musique — même les plus modernes ou populaires — joués dans le pays. Un musicien comme Gheorghe Zamfir a été l'ambassadeur de cette musique grâce à son succès de par le monde avec sa flûte de Pan (naï).

La musique religieuse inspirée de la musique byzantine s'est aussi adaptée à cette spécificité folklorique et s'est développée au sein de monastères orthodoxes au cours du xv<sup>e</sup> siècle. La polyphonie qui s'y est implantée au xviii<sup>e</sup> siècle vient elle de l'influence russe et européenne.

Des musiciens contemporains comme Angela Gheorghiu, Edward Maya, Inna<sup>140</sup>, Alexandra Stan<sup>141</sup>, et bien d'autres ont atteint divers niveaux de renommée internationale. Au Concours Eurovision de la chanson, les chanteurs roumains ont obtenu la troisième place en 2005 et 2010<sup>142</sup>.



Georges Enesco a été un influent compositeur roumain, violoniste, pianiste et enseignant.

## Théâtre et cinéma

Festivals de théâtre :

- Festival international de théâtre de Sibiu, un des plus grands festivals de théâtre d'Europe<sup>143</sup> ;
- B-FIT dans la rue !, Festival international de théâtre de rue (en septembre à Bucarest) ;
- Coup de théâtre, festival bilingue français - roumain organisé par l'Institut français et l'Ambassade de France (en avril à Bucarest) ;
- Festival de clown à Sighișoara<sup>144</sup> ;
- Eurothalia, Festival de théâtre de Timișoara, pièces représentatives de la production théâtrale européenne ;
- Festival du théâtre francophone de Cluj-Napoca ;
- Le Festival Shakespeare, au Théâtre national Marin Sorescu à Craiova ;
- Festival national de comédie (Festivalul de Comedie) de Galați<sup>145</sup> ;
- En outre, en 2012, Arad accueillait le 17<sup>e</sup> Festival des Festivals.

Le cinéma est apparu en Roumanie le 27 mai 1896, et les premières projections eurent lieu à Bucarest, au siège du journal en langue française *L'Indépendance roumaine*. Parmi les réalisateurs roumains les plus importants, on note : Jean Georgescu (ro), Victor Iliu (ro), Liviu Ciulei, Ion Popescu-Gopo, Lucian Pintilie, Dan Pita, Alexandru Tatos (ro), Mircea Daneliuc (ro) ou encore Sergiu Nicolaescu. Plusieurs films roumains ont reçu des récompenses internationales, comme *La Forêt des pendus* (prix de la mise en scène au festival de Cannes 1965), *L'Hiver en flammes* (prix de la première œuvre au festival de Cannes 1966), *12 h 08 à l'est de Bucarest* (8 récompenses) ou encore *California Dreamin'*.

D'autres films ont également connu un succès international, comme *La Mort de Dante Lazarescu* ou *4 mois, 3 semaines, 2 jours* (palme d'or à Cannes en 2007).

Différents festivals cinématographiques ont lieu :

- Festival international du film, trois catégories : longs métrages, courts métrages et documentaires, avec projections, rétrospectives et masterclass ;
- Transilvania International Film Festival (en mai et juin à Bucarest)<sup>146</sup> ;
- Festival international du film de Transylvanie, le Comedy Cluj et les Soirées du film gay à Cluj-Napoca ;
- FILM.DOK, festival du film documentaire à Miercurea-Ciuc ;
- Anim'est, festival international du film d'animation à Bucarest ;
- Festival international des très courts, films (fiction, animation, documentaire ou expérimental) de moins de 3 minutes réalisés en Roumanie (en avril dans 23 villes participantes)<sup>147</sup> ;
- Timishort Film Festival, Festival international du court-métrage à Timișoara...

Parmi les acteurs roumains connus, qui presque tous ont débuté au théâtre, on trouve Radu Beligan, Medeea Marinescu, Constantin Tănase (ro), Florin Piersic, Gheorghe Dinică, Toma Caragiu, Jean Constantin, Dem Rădulescu, Puiu Călinescu (ro), Tamara Buciuceanu-Botez (ro), Draga Olteanu-Matei, Marin Moraru (ro), Stela Popescu (ro), Amza Pellea, Ștefan Bănică (ro), Costel Băloiu (ro), Ilarion Ciobanu, Nae Lăzărescu (ro), Sebastian Papaiani, Florian Pittiș, Mircea Diaconu, Marcel Iureș, Maia Morgenstern, Sebastian Stan ou bien Alexandru Arșinel (ro).

## Littérature

La littérature en slavon a un caractère moral et religieux, historique et littéraire, tels les romans populaires *La vie d'Alexandre* et *Varlaam et Loasaf*. Au xv<sup>e</sup> siècle paraissent les premières traductions des livres religieux en roumain ; à partir du xvii<sup>e</sup> siècle, parallèlement à cette littérature religieuse très riche, s'affirme la littérature laïque grâce aux chroniqueurs (Ion Neculce). Le début du xviii<sup>e</sup> siècle est dominé par la personnalité du prince humaniste Dimitrie Cantemir. Au siècle des Lumières prend naissance le mouvement politico-culturel connu sous le nom d'École transylvaine, qui redécouvre la latinité de la culture roumaine pour en tirer arguments dans la lutte de libération nationale. La première moitié du xix<sup>e</sup> siècle est marquée par la baisse de l'influence grecque,



Adina Pintilie a reçu l'Ours d'or en 2018.

Cristian Mungiu a reçu la Palme d'Or en 2007.

l'ouverture vers l'Occident. Cependant, une production nationale et originale fondée sur la mise en valeur du folklore et de l'histoire nationale est assurée par Ion Heliade Rădulescu, Costache Negruzzi et surtout Vasile Alecsandri. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, de fortes personnalités s'imposent : Mihai Eminescu, Ion Creangă et Ion Luca Caragiale et le critique Titu Maiorescu.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la littérature roumaine exalte d'une part autour des revues *Sămănătorul*, publiée par Nicolae Iorga, et *Viata românească*, dirigée par Garabet Ibrăileanu, les valeurs populaires et surtout paysannes avec les poètes George Coșbuc, Octavian Goga et les prosateurs Duiliu Zamfirescu et, à ses débuts Mihail Sadoveanu ; et, d'autre part cultive le symbolisme avec Macedonski. Ces deux directions demeurent entre les deux guerres mondiales, l'une nationale, l'autre orientée vers la littérature européenne. Toutefois, tendant à rejoindre l'universel, la poésie prend un ton lyrique avec Lucian Blaga, innove dans le domaine de l'expression avec les modernistes, Tudor Arghezi et Ion Barbu, l'avant-garde étant représentée par Tristan Tzara. Le roman connaît un essor grandissant avec Ion Agârbiceanu, Cezar Petrescu, Hortensia Papadat-Bengescu, Camil Petrescu, Gib Mihăescu. La même diversité d'expression caractérise aussi le théâtre de l'entre-deux-guerres, tandis que la critique littéraire est représentée par Tudor Vianu. Après la Seconde Guerre mondiale, la littérature roumaine évolue sous le signe du socialisme.



Depuis 1968, deux tendances générales dominent : la remise en valeur du patrimoine national et l'ouverture vers les littératures étrangères, surtout celle de l'Europe occidentale et des États-Unis. Un nouvel équilibre s'établit : les poètes se veulent originaux et indépendants : Nichita Stănescu, Marin Sorescu, Mircea Dinescu. Les romanciers traitent les problèmes de l'individu, exploitent la veine des « thrillers », cultivent le pittoresque ou le réalisme magique. Le mouvement théâtral est très actif et la décentralisation très poussée. Les thèmes principaux sont les problèmes de la société contemporaine, politiques ou traitent de l'histoire des mythes.

## Gastronomie

La cuisine roumaine a été influencée par la cuisine autrichienne et allemande (en particulier dans les régions historiques autrefois administrées par la monarchie des Habsbourg), mais partage également certaines similitudes avec d'autres cuisines de la région des Balkans comme la cuisine grecque, bulgare ou serbe<sup>148</sup>. La *ciorbă* comprend une large gamme de soupes aigres, tandis que les *mititei* (semblable aux *Ćevapi*), la *mămăligă* (semblable à la polenta) et le *sarmale* sont couramment présentés dans les plats principaux<sup>149</sup>.

Le porc, le poulet et le bœuf sont les types de viande préférés, mais l'agneau et le poisson sont également très populaires<sup>150, 151</sup>. Certaines recettes traditionnelles sont élaborées en lien direct avec les fêtes : les *chiftele*, le *tobă* et la *tochitură* à Noël ; le *drob*, la *pască* et le *cozonac* à Pâques et autres les autres fêtes traditionnelles<sup>152</sup>. La *Tuică* est une eau-de-vie de prune forte atteignant une teneur en alcool de 70 % qui est la boisson alcoolisée traditionnelle du pays, représentant jusqu'à 75 % de la récolte nationale (la Roumanie est l'un des plus grands producteurs de prunes au monde)<sup>153, 154</sup>. Les boissons alcoolisées traditionnelles comprennent également le vin, le *rachiu*, la *palinca* et la *vișinată*, mais la consommation de bière a considérablement augmenté ces dernières années<sup>155</sup>.



Assiette de "mămăligă cu brânză" (polenta avec du fromage).

## Sport

La gymnastique roumaine a pris une dimension internationale après la victoire historique de Nadia Comăneci aux Jeux olympiques d'été de 1976, au cours desquels elle fut la première gymnaste à obtenir la note maximale de 10. Beaucoup d'autres gymnastes roumains se sont depuis illustrés sur la scène mondiale, comme Simona Amânar, Andreea Răducan, Sandra Izbașa ou Marian Drăgulescu.

Le football est le sport le plus populaire en Roumanie avec plus de 219 000 joueurs licenciés en 2018. Le marché du football professionnel en Roumanie s'élève à environ 740 millions d'euros selon l'UEFA<sup>156</sup>. L'équipe roumaine atteint à plusieurs reprises le stade des quarts de finale, en Coupe du monde de football et en Championnat d'Europe de football, grâce à des joueurs internationalement reconnus comme Gheorghe Hagi, Dan Petrescu ou Gheorghe Popescu.

En 1986, l'équipe du Steaua Bucarest a remporté sa seule Coupe d'Europe des clubs champions européens contre le FC Barcelone (0-0, 4-2 tab), c'est à ce jour<sup>[Quand ?]</sup> la seule victoire en finale d'un club roumain. Le Steaua a aussi atteint la finale en 1989 (victoire de l'AC Milan 4-0).

Le tennis est le deuxième sport le plus populaire<sup>157</sup>. La Roumanie a atteint la finale de la Coupe Davis à trois reprises en 1969, 1971 et 1972<sup>158</sup>. En simple, Ilie Năstase a été le premier numéro 1 mondial de fin d'année au classement ATP en 1973, remportant plusieurs titres du Grand Chelem. Virginia Ruzici a également remporté Roland-Garros en 1978 et a été finaliste en 1980, Simona Halep a remporté Roland-Garros en 2018 et Wimbledon en 2019 après avoir perdu ses trois premières finales du Grand Chelem. Elle a terminé 2017 et 2018 en tant que numéro 1 mondiale de la WTA. Et en double, Horia Tecău a remporté trois tournois du Grand Chelem et le Masters de tennis masculin. Il était numéro 2 mondial en 2015<sup>159</sup>.

Le handball est aussi un sport très développé dans le pays, en effet, dans les années 1960 et 1970, l'équipe masculine remporte le championnat du monde à quatre reprises, faisant d'elle à l'époque le recordman de titres en coupe du monde. L'équipe féminine remporte également le titre mondial en 1962, et finit deuxième en 1973.

En rugby à XV, la Roumanie a souvent mis en difficulté le XV de France.

Avec 308 médailles aux Jeux olympiques d'été, la Roumanie se classe au 15<sup>e</sup> rang parmi tous les pays aux tableaux des médailles olympiques, tandis que ses 89 médailles d'or le placeraient au 17<sup>e</sup> rang. Les Jeux olympiques d'été de 1984 a été la plus prolifique pour les athlètes du pays, où ils remportent 53 médailles au total, dont 20 d'or, se classant finalement 2<sup>e</sup> derrière les États-Unis, pays hôte, au classement des médailles<sup>160</sup>.



Les athlètes notables dans l'histoire du sport roumain (dans le sens des aiguilles d'une montre en partant du coin supérieur gauche): [Nadia Comăneci](#), [Gheorghe Hagi](#), [Simona Halep](#) et [Cristina Neagu](#)

Depuis la fin du régime communiste, le pays connaît une période d'effacement de sa présence sur la scène sportive internationale, peut-être due à ses difficultés économiques.

### Rayonnement culturel international

Le rayonnement culturel international de la Roumanie reste modeste, malgré l'action militante des centres culturels roumains fonctionnant auprès des ambassades et enchaînant des festivals, expositions et conférences sur les sujets les plus divers et les plus modernes, dans un esprit multi-culturel et européen. Cette modestie est proportionnelle aux moyens financiers du pays mais elle est relative : de nombreuses personnalités d'envergure internationale sont roumaines ou originaires de Roumanie, même si ce n'est pas toujours en tant que Roumains qu'elles sont connues. À titre d'exemple, l'explorateur antarctique [Emil Racoviță](#) est connu comme Belge, comme le navire à bord duquel il embarqua. Le poète [Paul Celan](#) comme Autrichien parce qu'il écrit en allemand, l'aviateur [Traian Vuia](#) comme Hongrois parce que sa région d'origine appartenait à l'[Autriche-Hongrie](#) au moment de sa naissance, l'ingénieur [Henri Coandă](#) comme Britannique parce qu'il travailla en Grande-Bretagne, le mathématicien et économiste [Nicholas Georgescu-Roegen](#) et le réalisateur [Jean Negulesco](#) sont connus comme Américains parce qu'ils prirent la nationalité de ce pays et les lettrés [Panaït Istrati](#), [Virgil Gheorghiu](#), [Eugène Ionesco](#) et [Emil Cioran](#) comme Français parce qu'ils résidèrent longtemps en France et écrivirent en français.

La culture roumaine (au sens large) rayonne donc surtout à travers des personnalités, nées et élevées pour la plupart dans les actuelles Roumanie et Moldavie mais s'étant parfois exprimées en d'autres langues ou possédant une autre nationalité ou la double-nationalité, ce qui fut parfois la conséquence de la « [fuite des cerveaux](#) » surtout vers l'[Europe de l'Ouest](#) et les [États-Unis](#) de 1944 à 1989.

Mais c'est avant tout chez les autochtones de l'autre État à majorité roumanophone : la [république de Moldavie](#), que la culture roumaine est influente, malgré les efforts des gouvernements pro-russes ou communistes qui ont pourtant tout fait pour lui barrer la route, en faisant inscrire dans la Constitution (article 13) que la langue du pays, dénommée ici « [moldave](#) », n'est pas le roumain, mais seulement « analogue au roumain » et en promulguant plusieurs lois qui empêchent les



Le Steaua champion d'Europe.

autochtones de faire librement référence à l'histoire ou à la culture du peuple roumain et de se définir comme membres de ce peuple, alors que rien n'empêche les colons russes et ukrainiens de faire librement référence à l'histoire et à la culture de la Russie ou de l'Ukraine, et de se définir comme « Russes » ou « Ukrainiens » (sans compter que c'est le russe, langue de 6 % de la population, qui est officiellement « langue de communication inter-ethnique »<sup>161</sup>).

## Image internationale

Comme d'autres pays, pour des causes géographiques, climatiques, environnementales mais surtout historiques, la Roumanie a affronté diverses difficultés, connu et combattu des tyrannies, participé à des guerres, persécuté des populations et subi des persécutions, et une partie de ses citoyens vit encore sous le seuil de pauvreté, manquant de formation et d'éducation. En conséquence, son image est, comme celles d'autres pays, contrastée<sup>162</sup>.

## Fêtes et jours fériés

Date	Nom français	Nom roumain	Remarques
1 <sup>er</sup> janvier et 2 janvier	Jour de l'an / Nouvel an	<i>Anul nou</i>	
en avril ou en mai	Pâques	<i>Paște / Paști</i>	Pâques orthodoxes
1 <sup>er</sup> mai	Jour du travail	<i>Ziua muncii</i>	
en mai ou en juin (le dimanche et le lundi)	Pentecôte	<i>Rusalii / Pogorârea Sfântului Duh / Cincizecimea</i> <sup>163</sup>	50 jours après les Pâques orthodoxes
10 mai	Jour de la monarchie	<i>Sărbătoare națională</i>	<p>Jour non férié commémorant<span> </span>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la prestation de serment de Carol I<sup>er</sup> en tant que prince souverain de Roumanie (10 mai 1866)</li> <li>la proclamation de l'indépendance des Principautés unies de Moldavie et de Valachie vis-à-vis de l'Empire ottoman (10 mai 1877)</li> <li>le couronnement de Carol I<sup>er</sup> en tant que roi (10 mai 1881).</li> </ul>
15 août	Dormition	<i>Adormirea Maicii Domnului</i>	Aussi le jour des forces navales roumaines puisque <u>Sainte-Marie</u> est la patronne de la marine.
1 <sup>er</sup> décembre	Fête nationale de Roumanie	<i>Ziua Națională a României</i>	Célébration de l'union de la Transylvanie à l'ancien Royaume de la Roumanie, le 1 <sup>er</sup> décembre 1918. Et même, la célébration de l'unité des toutes les roumains.
25-26 décembre	Noël	<i>Nașterea Domnului (Crăciun)</i>	Le premier et le deuxième jour de Noël sont des jours fériés.

## Notes et références

### Notes

**(ro)** Cet article est partiellement ou en totalité issu de l’article de Wikipédia en roumain intitulé « România » (https://ro.wikipedia.org/wiki/Rom%C3%A2nia?oldid=3847614) » (voir la liste des auteurs (https://ro.wikipedia.org/wiki/Rom%C3%A2nia?action=history)).

- .eu, partagé avec les autres pays de l'Union européenne.
- En 1532, Francesco della Valle, accompagnant le gouverneur Aloisio Gritti, note que les Roumains ont préservé leur nom de Romains et qu'« ils s'appellent eux-mêmes roumains (Romei) dans leur langue ». Il cite même une phrase : « Sti rominest ? » (« sais-tu, Roumain ? », roum. : « știi românește ? ») : « …si dimandano in lingua loro Romei…se alcuno dimanda se sano parlare in la lingua valacca, dicono a questo in questo modo: Sti Rominest ? Che vol dire: Sai tu Romano… » (dans Cl. Isopescu, « Notizie intorno ai romeni nella letteratura geografica italiana del Cinquecento », dans *Bulletin de la Section Historique*, XVI, 1929, p. 1 - 90).
- C'est en hommage aux « éveilleurs de la nation » (en roumain : *Deșteptătorii neamului* que l'hymne de la Roumanie est *Deșteaptă-te, române!* (« Éveille-toi, Roumain ! »).
- L'union *personnelle* des Moldaves avec la Roumanie est la possibilité pour tout citoyen moldave ayant au moins un grand-parent né ou devenu roumain entre avril 1918 et juin 1940, de devenir citoyen roumain (donc de l'Union européenne) moyennant un facile examen de langue roumaine (qui est aussi la langue maternelle des Moldaves). Le 18 décembre 2007, le président Traian Băsescu déclara même que la citoyenneté devrait être accordée aux citoyens moldaves, sans condition (voir [1] (http://www.adevarul.ro/actualitate/Basescu-cetatenilor-Republicii-Moldova-cetatenia\_0\_34198615.html) et [2] (http://www.jurnal.md/ro/news/basescu-vine-la-chisinau-164456/), consultés le 2010-07-19). En 2010 environ 10 000 demandes par mois sont satisfaites : le 13 juillet 2010 l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* relate cette situation sous le titre : « La Roumanie fait entrer les Moldaves dans l'UE par la porte de derrière », accusant la Roumanie d'agir unilatéralement sans l'accord de Bruxelles, de Berlin ou de Paris. Dans cet article, *Der Spiegel* accusait la Roumanie de « vouloir s'offrir la main-d'œuvre la moins chère d'Europe » : voir *Der Spiegel* sur [3] (http://www.mediafax.ro/externe/der-spiegel-romania-le-ofera-generos-pasapoarte-moldovenilor-car-e-intra-pe-usa-din-spate-in-ue-6550697/), sur *Romanian Passports For Moldovans - Entering the EU Through the Back Door* (http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,706338,00.html) et sur [4] (http://unimedia.md/?mod=news&id=21216/), consultés le 2010-07-19).
- À Sighetu Marmăției, un « Mémorial de la résistance et des victimes du communisme » a été fondé en 1993 par d'anciens dissidents (voir [5] (http://www.memorialsighet.ro/) consulté le 1<sup>er</sup> août 2011), et la « Commission historique d'investigation et d'analyse des crimes du régime communiste » mise en place à Bucarest en 2005 a rendu ses conclusions en 2007 : elle impute au régime 2 215 000 victimes en 45 ans soit environ 10 % de la population, en tenant compte non seulement des morts directement dues à la répression, mais aussi de celles dues à la pénurie institutionnalisée, aux disettes provoquées par les réquisitions, au manque d'énergie et donc de chauffage, au manque de sécurité dans le travail, à l'emploi massif des prisonniers pour les travaux dangereux et de grande envergure, et au manque de soins aux plus faibles dû à l'indigence des fournitures médicales et pharmaceutiques (voir [6] (http://www.crimelcismului.ro/) consulté le 1<sup>er</sup> août 2011).
- L'historien Neagu Djuvara, lors d'une conférence-débat à l'initiative de l'institut Erudit, le 11 novembre 2009, au Novotel Rive droite de Paris, affirmait que *si l'on appliquait ce traitement médiatique à la France, il faudrait considérer Gobineau, Maurras, Darnand, Doriot et le régime de Vichy comme une part incontournable l'identité française*.

### Références

- (ro) « Populația rezidentă la 1 Ianuarie 2022 (https://insse.ro/cms/sites/default/files/com\_presa/com\_pdf/poprez\_ian2022r\_0.pdf) » [« The usually resident population on 1 January 2022 »], sur *Insse.ro*, National Institute of Statistics (consulté le 30 août 2022)

2. (en) « Report for Selected Countries and Subjects (<https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/weo-report>) », sur *IMF* (consulté le 10 avril 2023).
3. *Rapport sur le développement humain 2021/2022 : Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation*, New York, Programme des Nations unies pour le développement, septembre 2022, 337 p. (ISBN 978-92-1-126452-4, lire en ligne (<https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2021-22>)).
4. (en) « Gini index ([https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?most\\_recent\\_value\\_desc=false](https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?most_recent_value_desc=false)) », sur *Banque mondiale* (consulté le 24 avril 2023).
5. (en) Martin J. Wolf, John W. Emerson, Daniel C. Esty, Alex de Sherbinin, Zachary A. Wendling *et al.*, *2022 Environmental Performance Index*, New Haven, Connecticut, États-Unis, Yale Center for Environmental Law & Policy, 2022, 192 p. (lire en ligne (<https://epi.yale.edu/downloads/epi2022report06062022.pdf>)) [PDF].
6. Eurostat, « premières estimations de la population dans l'Union européenne (<https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/11081101/3-10072020-AP-FR.pdf/15ed8ebe-82de-05bc-36e9-fef0faae1e33>) », sur *ec.europa.eu*, 10 juillet 2020 (consulté le 13 février 2021)
7. (el) « ΕΛΛΗΝ ΙΉ ΡΩΜΗΟΣ ([http://www.megarevma.net/ellin\\_i\\_romios.htm](http://www.megarevma.net/ellin_i_romios.htm)) », sur *megarevma.net* (consulté le 24 mars 2017).
8. (ro) Vasile Stati, *Istoria Republicii Moldova din cele mai vechi timpuri pînă în zilele noastre* (« Histoire de la République de Moldavie des plus anciens temps à nos jours »), Chişinău 2004.
9. Parmi les premières références explicites à un « territoire ethnolinguistique roumain » comprenant la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie on trouve l'ouvrage « De la nation des Moldaves » du chroniqueur Miron Costin au <sup>xvii</sup> siècle. Au <sup>xviii</sup> siècle, le prince érudit Dimitrie Cantemir désigne d'une manière systématique les trois principautés habitées par les roumanophones (la Moldavie, la Transylvanie et la Valachie) sous le nom de « Pays roumain » (en roumain : *Țara Românească*). *România* était déjà courant au début du <sup>xix</sup> siècle, et l'on peut le lire sur la pierre tombale de Gheorghe Lazăr à Avrig en 1823.
10. Dimitrie Daniel Philippide, *Histoire de Roumanie et Géographie de Roumanie*, Leipzig, 1816.
11. (ro) « Tratat între România și Ucraina privind regimul frontierei de stat româno-ucrainene, colaborarea și asistența mutuală în problemele de frontieră ([https://www.mae.ro/sites/default/files/file/mae\\_old/pdf/UE-Dunarea/tratat\\_rom\\_ucraina\\_ro.pdf](https://www.mae.ro/sites/default/files/file/mae_old/pdf/UE-Dunarea/tratat_rom_ucraina_ro.pdf)) » [PDF], sur *mae.ro*.
12. Mirel Bran, « Les rivières roumaines menacées par un », *Le Monde.fr*, 30 juillet 2008 (ISSN 1950-6244 (<https://portal.issn.org/resource/issn/1950-6244>)), lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/planete/article/2008/07/30/les-rivieres-roumaines-sont-menacees-par-un-desastre-ecologique\\_1078643\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2008/07/30/les-rivieres-roumaines-sont-menacees-par-un-desastre-ecologique_1078643_3244.html)), consulté le 24 mars 2017).
13. Marius Alexianu, Olivier Weller et Robin Brigand, « 3. Usages et enjeux actuels autour des sources salées de Moldavie précarpatique, Roumanie », dans *Sel, eau, forêt. D'hier à aujourd'hui*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2008, 49–72 p. (ISBN 978-2-84867-230-4, DOI 10.4000/books.pufc.25532 (<https://dx.doi.org/10.4000/books.pufc.25532>)), lire en ligne (<http://books.openedition.org/pufc/25532>)
14. (en) H. S. Grantham, A. Duncan, T. D. Evans, K. R. Jones, H. L. Beyer, R. Schuster, J. Walston, J. C. Ray, J. G. Robinson, M. Callow, T. Clements, H. M. Costa, A. DeGemmis, P. R. Elsen, J. Ervin, P. Franco, E. Goldman, S. Goetz, A. Hansen, E. Hofsvang, P. Jantz, S. Jupiter, A. Kang, P. Langhammer, W. F. Laurance, S. Lieberman, M. Linkie, Y. Malhi, S. Maxwell, M. Mendez, R. Mittermeier, N. J. Murray, H. Possingham, J. Radachowsky, S. Saatchi, C. Samper, J. Silverman, A. Shapiro, B. Strassburg, T. Stevens, E. Stokes, R. Taylor, T. Tear, R. Tizard, O. Venter, P. Visconti, S. Wang et J. E. M. Watson, « Anthropogenic modification of forests means only 40% of remaining forests have high ecosystem integrity - Supplementary material », *Nature Communications*, vol. 11, n° 1, 2020 (ISSN 2041-1723 (<https://portal.issn.org/resource/issn/2041-1723>)), DOI 10.1038/s41467-020-19493-3 (<https://dx.doi.org/10.1038/s41467-020-19493-3>)
15. « Le monde des forêts sauvages recule rapidement », *Le Monde*, 16 janvier 2017 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/planete/article/2017/01/16/le-monde-des-forets-sauvages-recule-rapidement\\_5063145\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2017/01/16/le-monde-des-forets-sauvages-recule-rapidement_5063145_3244.html)))
16. (en) « Carpathian Montane Forests (<https://www.oneearth.org/ecoregions/carpathian-montane-forests/>) », sur *Oneearth*, 23 septembre 2020 (consulté le 25 juillet 2025)
17. « Natura 2000 Barometer (<https://www.eea.europa.eu/data-and-maps/dashboards/natura-2000-barometer>) », sur *European Environment Agency* (consulté le 30 juillet 2019)
18. Georges Ostrogorsky, *Histoire de l'État byzantin*, Paris, Payot, 1956.
19. Théophraste le Confesseur, Georges Cédrene et Jean Skylitzès cités par Nicolae Iorga, Teodor Capidan, Constantin Giurescu : *Histoire des Roumains*, Académie Roumaine (plusieurs rééd.)
20. Valentin Băluțoiu, (ro) *Istoria Românilor din Sudul Dunării* (« Histoire des Roumains du Sud du Danube »), ed. Didactică și Pedagogică, Bucarest 2012, p.29, (ISBN 978-973-30-3240-3).
21. Astérios Koukoudis, (en) *The Vlachs : Metropolis and Diaspora*, éd. Zitros, Thessalonique 2003, (ISBN 9789607760869).
22. Alexandru Boldur, (ro) *Istoria Basarabiei*, réédité en 1992, pp. 111-119.
23. Miroslav Ružica, (en) « The Balkan Vlachs awakening, national policies, assimilation » in *Proceedings of the Globalization, Nationalism and Ethnic Conflicts in the Balkans and Its Regional Context* 2006, pp. 28–30 - [[www.semanticscholar.org/paper/bc4218c948ab98ead629b78a48102050db19e39b](http://www.semanticscholar.org/paper/bc4218c948ab98ead629b78a48102050db19e39b)].
24. Borna Fürst-Bjeljiš, (en) « Territorialisation and de-territorialisation of the borderlands communities in the multicultural environment: Morlachia and Little Wallachia » in *Acta geographica Bosniae et Herzegovinae* 2014, vol. 1, ed. 2, pp. 45–54 - [7] (<https://www.researchgate.net/publication/272480944>).
25. La Μεγάλη Βλαχία des chroniques byzantines : Ion Nistor, *L'origine des Romains des Balkans et les Valachies d'Épire et de Thessalie*, annales de l'Académie roumaine, série 3, tome 2, mém. 7, Bucarest 1944.
26. La Μικρή Βλαχία de Jean Apokaukos cité par Petre Ș. Năsturel, *Études d'Histoire médiévale*, Inst. d'Histoire « Nicolae Iorga », vol. XVI, 1998.
27. Toponymes *Vlachus*, *Vlacho-Kerasia* et *Vlacho-Raphti* mentionnés sur [8] ([https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Pelopones\\_ethnic.JPG](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Pelopones_ethnic.JPG)).
28. Eduard-Robert Rössler (1836-1874) développe, dans *Romänische Studien : untersuchungen zur älteren Geschichte Rumäniens*, Leipzig, 1871, les théories de Franz-Josef Sulzer et de Josef-Karl Eder, intégralement adoptées en France par le *Dictionnaire historique* de Michel Mourre (dir.), qui, dans son article sur l'histoire ancienne des Roumains, qualifie les thèses roumaines, sans plus d'analyse, de « nationalistes et infondées ».
29. Béla Köpeczi (dir.), (hu) *Erdély rövid története*, plusieurs fois réédité chez Akadémiai Kiadó (ISBN 963 05 5901 3) (abrégé (fr) ici *Histoire de la Transylvanie*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992 (<http://mek.oszk.hu/02100/02114/html/>)).
30. Roumen Daskalov, Alexander Vezenkov, (en) « Entangled Histories of the Balkans - Shared Pasts, Disputed Legacies » Vol. III in *Balkan Studies Library*, Brill 2015, (ISBN 9004290362), pp. 289-316.
31. Lorsque les cartes sont enrichies de mentions relatives à la romanité orientale, ces mentions sont effacées en vertu du principe « COM:CROP » (normalement réservé aux cartes patrimoniales anciennes pour en préserver l'authenticité).
32. Gheorghe I. Brătianu, (ro) *O enigmă și un miracol istoric: poporul român*, ed. Fundația Academia Civică, Bucarest 2019, (ISBN 9786068924069).
33. (en) Orlando Figes, *The Crimean War : A History*, New York, Picador, 2012 (ISBN 9781250002525), p. 413-414
34. Robert Philippot, article "Roumanie" in *Encyclopedia Universalis*, édition 2002

35. Bien qu'il n'y ait eu ni déclaration de guerre, ni opérations militaires avant avril 1919 et après août 1919, une partie de l'historiographie nationaliste hongroise et, à sa suite, internationale, présente la Guerre hongro-roumaine de 1919 comme remontant à la fin 1918 et se prolongeant jusqu'en 1920, comme s'il s'agissait d'une guerre nationale entre la Hongrie et la Roumanie ayant pour principal enjeu l'appartenance de la Transylvanie à la « Grande Hongrie » ou à la « Grande Roumanie », tandis que l'historiographie roumaine présente le laps de temps allant de l'union *de facto* des Roumains transylvains à la Roumanie (1<sup>er</sup> décembre 1918) jusqu'au *traité de Trianon de jure* (1920) comme une « période de collaboration hongro-roumaine » : une « commission mixte hongro-roumaine » a en effet administré la Transylvanie, présidée par les ministres hongrois Oskar Jász et roumain Alexandru Averescu, et une partie de l'aristocratie magyare offrit la couronne hongroise à Ferdinand I<sup>er</sup>, préférant une union personnelle entre la Grande Hongrie et la Roumanie dans leurs frontières de 1918, plutôt qu'un rattachement pur et simple à la Roumanie des territoires austro-hongrois à majorité roumanophone (tel qu'il fut consacré par le *Traité de Trianon*) : lire Michel Sturdza, ancien ministre des affaires étrangères de Roumanie, *The Suicide of Europe*, Western Islands Publishers 1968, p. 22, Belmont, Massachusetts, Library of Congress Catalog Card Number 68-58284. Printed in the United States of America. En fait la guerre d'avril-août 1919 est une intervention militaire opposant au gouvernement bolchévick de Béla Kun une coalition anti-communiste comprenant l'armée roumaine principalement, mais aussi des troupes tchécoslovaques, serbes, françaises et le gouvernement contre-révolutionnaire de Gyula Károlyi : lire József Breit : *Hungarian Revolutionary Movements of 1918-19 and the History of the Red War*, Vol. I : *Main Events of the Károlyi Era*, Budapest 1929, p. 115-16.
36. Matthieu Boisdrion, *La Roumanie des années trente : De l'avènement de Carol II au démembrement du royaume (1930-1940)* (Version remaniée d'un mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine), Anovi, 2007, 221 p., p. 14
37. Florin Constantiniu, Une histoire sincère du peuple roumain, Bucarest, ed. Univers Enciclopedic, 2002.
38. Antonin Snejdarek et Casimira Mazurowa-Château, *La nouvelle Europe Centrale*, Imprimerie nationale, 1986, p.41-43.
39. Andreas Schmidt, né le 24 mai 1912 à Manarade (Transylvanie, Autriche-Hongrie), mort en 1948, à Vorkouta (Goulag, URSS) leader nazi (*Volksgruppenführer*) et membre de la *Waffen-SS*.
40. MSnejdarek et Mazurowa-Château 1986, p. 43-46.
41. MSnejdarek et Mazurowa-Château 1986.
42. Ronald D. Bachman, *Romania: A Country Study*. Washington: GPO for the Library of Congress, 1989. en: **La Roumanie pendant la Seconde Guerre mondiale** (<http://countrystudies.us/romania/22.htm>)
43. (en) NYT 5 Iulie 1940, NYT 7 Iulie 1940, NYT 30 Iulie 1940, NYT 9 August 1940
44. Le Figaro, 6 Iulie 1940 p. 2
45. Le Figaro 9 Iulie 1940, p. 1
46. Le Figaro, 9 August 1940, (en) NYT, 9 August 1940
47. (ro) Florin Constantiniu : *Între Hitler și Stalin; România și pactul Ribbentrop - Molotov*, Bucarest, Danubius, 1991.
48. (ro) Florin Constantiniu : *Hitler, Stalin și România - România și geneza Operațiunii „Barbarossa”*, Bucarest, Univers Enciclopedic, 2002
49. Le Figaro 31 August 1940, 1 Septembrie 1940, Le Figaro 23 August 1940
50. Quid, édition 2000
51. Nicolette Frank, *La Roumanie dans l'engrenage*, Elsevier-Sequoia, Paris 1977.
52. Nikolai Théodorovitch Bougaï: Informations des rapports de Béria et de Krouglov à Staline, éd. de l'Acad. de sciences de Moldavie nr. 1, Chișinău, 1991 (Н.Ф. Бугай «Выселение произвести по распоряжению Берии...» О депортации населения из Молдавской ССР в 40-50-е годы – Исторические науки в Молдавии. № 1. Кишинев, 1991. 1.0), Déportation des peuples de Biélorussie, Ukraine et Moldavie, éd. Dittmar Dahlmann et Gerhard Hirschfeld, Essen, Allemagne, 1999, p. 567-581 (Депортация народов из Украины, Белоруссии и Молдавии : Лагера, принудительный труд и депортация. Германия. Эссен. 1999. 1.3)
53. Nikolai Th. Bougaï: K voprosu o deportacii narodov SSSR v 30-40ch godach. - ISSSR (1989)
54. Grigore Gafencu, *Préliminaires de la guerre à l'est : de l'accord de Moscou (21 août 1939) aux hostilités de Russie (22 juin 1941)*, Egloff, Fribourg (Suisse), 1944
55. Stefan Lache et Gheorghe Tutui, *La Roumanie à la Conférence de la Paix*, Dacia, Cluj, 1978.
56. Communiqués de presse (<http://www.icj-cij.org/docket/index.php?p1=3&p2=3&k=95&case=132&code=ru&p3=6>) de la CIJ dans l'affaire *délimitation maritime en Mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*
57. « L'île des Serpents, un confetti de la mer Noire très prisé », *Le Monde*, 2 septembre 2008 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/europe/article/2008/09/02/l-ile-des-serpents-un-confetti-de-la-mer-noire-tres-convoite\\_1090743\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2008/09/02/l-ile-des-serpents-un-confetti-de-la-mer-noire-tres-convoite_1090743_3214.html))).
58. Mirel Bran, « L'île des Serpents attire les convoitises », *Le Monde*, 12 septembre 2008 (lire en ligne ([https://www.lemonde.fr/europe/article/2008/09/11/l-ile-des-serpents-attire-les-convoitises\\_1094049\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2008/09/11/l-ile-des-serpents-attire-les-convoitises_1094049_3214.html))).
59. (ro) GIURESCU Dinu C, article "Alegeri dup model sovietic" ("Des élections sur le modèle soviétique") dans le journal *Istoric*, n° II, 1995, page 17, 18, 40 et 113.
60. (ro) GIURESCU Dinu C, *Falsificatorii "Alegerile din 1946" (Les falsifications des élections de 1946)*, Éditions RAO, 2007, (ISBN 978-973-103-129-3).
61. Musée Sighet, Salle 8 - Les Élections de 1946, page à la date du 9/12/2013: Salle 8 - Les Élections de 1946 ([http://www.memorialsighet.ro/ind\\_ex.php?option=com\\_content&view=article&id=290&Itemid=100&lang=fr](http://www.memorialsighet.ro/ind_ex.php?option=com_content&view=article&id=290&Itemid=100&lang=fr)).
62. COURTOIS Stéphane, Revue "Communisme 91-92 - Roumanie un totalitarisme ordinaire", Éditions L'Âge d'Homme, (ISBN 978-2-8251-3807-6), pages 7 à 9 - Article in extenso (<https://books.google.ie/books?id=eijCvngYSYMC&lpg=PP1&pg=PP1#v=onepage&q&f=false>).
63. « Ceaușescu finit l'année très abattu », *Le Canard enchaîné*, 27 décembre 1989.
64. Catherine Durandin, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, 573 p. (ISBN 2-213-59425-2).
65. (en-us) Jim Compton et Jim Compton, « U-Md. Teacher Heads Inquiry in Romania », *The Washington Post*, 28 juillet 2006 (ISSN 0190-8286 (<https://portal.issn.org/resource/issn/0190-8286>), lire en ligne (<https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2006/07/28/u-md-teacher-heads-inquiry-in-romania-span-classbankheadprobe-of-communist-past-stirs-backlashspan/31b08b23-650f-4e6a-bd61-fc7d769732a0/>), consulté le 24 mars 2017).
66. (ro) Vladimir Tismăneanu, *Arheologia terorii*, Bucarest, ALLFA, 1998, 288 p. (ISBN 978-973-9293-35-8).
67. (en) Vladimir Tismăneanu, *The Crisis of Marxist Ideology in Eastern Europe : The Poverty of Utopia*, Londres, Routledge Kegan & Paul, 1988, 232 p. (ISBN 978-0-415-00494-7).
68. Éric Scavennec, « Roumanie : La conquête de l'Est (<http://dessousdebruxell.es/spip.php?article130>) », sur *dessousdebruxell.es*, 9 septembre 2010 (consulté le 24 mars 2017).
69. « Romania is booming », *The Economist*, 17 décembre 2013 (lire en ligne (<https://www.economist.com/blogs/blightly/2013/12/what-britain-forgets>))
70. « Human Development Report 2016 – "Human Development for Everyone" ([http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016\\_human\\_development\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf)) », HDRO (Human Development Report Office) United Nations Development Programme (consulté le 22 mars 2017)
71. « Roumanie : le président Traian Basescu suspendu de ses fonctions (<http://www.roumanie.com/Roumanie-le-president-Traian-Basescu-suspendu-de-ses-fonctions-A002131.html>) », sur *roumanie.com*, avril 2007 (consulté le 10 novembre 2015).

72. La loi électorale de 2010 votée par le parlement institue la nécessité d'atteindre 50 % des participants à un vote pour qu'il soit valide, afin d'empêcher Băsescu de se maintenir via un referendum en cas de destitution  
« Invalidation du référendum en Roumanie : une victoire au goût amer pour le président Basescu », *RFI*, 21 août 2012 (lire en ligne (<http://www.rfi.fr/europe/20120821-roumanie-le-president-traian-basescu-echappe-destitution-victoire-gout-amer>), consulté le 24 mars 2017).
73. Mirel Bran, « Klaus Iohannis réélu », *Le Point*, 25 novembre 19 (lire en ligne ([https://www.lepoint.fr/europe/klaus-iohannis-reelu-la-victoire-d-une-roumanie-pro-europeenne-25-11-2019-2349337\\_2626.php](https://www.lepoint.fr/europe/klaus-iohannis-reelu-la-victoire-d-une-roumanie-pro-europeenne-25-11-2019-2349337_2626.php)))
74. Ordonnance d'urgence du Ministère de l'Environnement (ro) Ordonanță de urgență nr. 195/2005 privind protecția mediului, actualizată (<http://www.avocatura.com/1440-oug-195-din-2005-protectia-mediului.html>).
75. Carte (en) Map of the extent of environmental problems (<http://www.homemade-atlas.org/environment>).
76. Source : *Revista Medicală Română - Romanian Medical Journal* (Ro Med J.) sur [9] (<http://www.medica.ro>).
77. (en) « Romania (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/romania/#military-and-security>) », The World Factbook
78. « Roms et gens du voyage : Sarkozy durcit le ton », *leparisien.fr*, 14 décembre 2016 (lire en ligne (<http://www.leparisien.fr/politique/roms-et-gens-du-voyage-sarkozy-durcit-le-ton-28-07-2010-1015124.php>), consulté le 14 décembre 2016).
79. « Military and Veteran Benefits, News, Veteran Jobs (<https://web.archive.org/web/20070928002310/http://www.armees.com/La-Roumanie-plai-de-en-faveur-de-la-poursuite-par-l-UE-de-la,14977.html>) », sur *Military.com* (archivé sur *Internet Archive*).
80. « Roumanie : projets énergétiques pour la région de la mer Noire ([http://www.roumanie.com/Economie-projets\\_energie\\_region\\_mer\\_Noire\\_ga\\_z\\_naturels-A966.html](http://www.roumanie.com/Economie-projets_energie_region_mer_Noire_ga_z_naturels-A966.html)) », sur *roumanie.com*, 4 avril 2006 (consulté le 24 mars 2017).
81. (ro) « Tab8. Populația stabilă după etnie – județe, municipii, orașe, comune ([http://www.recensamantromania.ro/wp-content/uploads/2013/07/sR\\_Tab\\_8.xls](http://www.recensamantromania.ro/wp-content/uploads/2013/07/sR_Tab_8.xls)) », sur *recensamantromania.ro*, juillet 2013 (consulté le 15 février 2016).
82. (en) « Romania (<https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/romania/>) », sur *cia.gov*, The World Factbook (consulté le 16 février 2024).
83. « Eurostat - Tables, Graphs and Maps Interface (TGM) table (<https://ec.europa.eu/eurostat/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=fr&pcode=tps00001>) », sur *ec.europa.eu* (consulté le 14 août 2020)
84. Marine Leduc, « En Roumanie, immigrés dans un pays d'émigration (<https://www.monde-diplomatique.fr/mav/167/LEDUC/60406>) », sur *Le Monde diplomatique*, 1<sup>er</sup> octobre 2019 (consulté le 25 décembre 2019)
85. (ro) Mariana Bechir, « Analiză / Pensiile speciale și evoluția lor în sistemului public de pensii, în deceniile care vor fi "ale decreteilor" (<https://cursdeguvernare.ro/analiza-pensiile-speciale-si-evolutia-lor-in-sistemului-public-de-pensii-in-deceniile-care-vor-fi-ale-decreteilor.html>) », sur *CursDeGuvernare.ro*, 21 mars 2023 (consulté le 26 mars 2024)
86. Voir Structure de Parlement de Roumanie - Législation 2004-présent (<http://www.cdep.ro/pls/parlam/structura.home?idl=3>) : la Constitution de la Roumanie (article 62) et la Loi électorale confèrent aux organisations des citoyens appartenant à des minorités nationales, au cas où celles-ci n'auraient pu obtenir aux élections au moins un mandat de parlementaire, le droit à un mandat de député, si elles obtiennent au niveau de tout le pays un nombre de suffrages d'au moins 5 % du nombre moyen de suffrages valablement exprimés pour l'élection d'un député à l'échelon national. Chaque minorité ne peut être représentée que par une seule organisation. Les mandats attribués aux organisations des citoyens appartenant aux minorités nationales, dans les conditions fixées par la Loi électorale, s'ajoutent aux mandats de députés résultant de la norme de représentation : Le Parlement de la Roumanie - Élection - Système électoral (<http://www.cdep.ro/pls/dic/site.page?den=introp3-a1>).
87. « Funding, strategy, facts and figures and contact details for national Roma contact points in Romania ([https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/combating-discrimination/roma-eu/roma-equality-inclusion-and-participation-eu-country/romania\\_en](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/combating-discrimination/roma-eu/roma-equality-inclusion-and-participation-eu-country/romania_en)) »
88. La légende de la photo est erronée : il ne s'agit pas de costumes saxons de Transylvanie.
89. Georges Castellan, *Histoire du peuple roumain*, Crozon, éditions Armeline, 2002, 388 p. (ISBN 2-910878-19-8).
90. Neagu Djuvara, *Les Pays roumains entre orient et Occident*, Paris, PUF, 1989.
91. Catherine Durandin : *Histoire des Roumains*, Fayard, Paris, 1995. (ISBN 2-213-59425-2)
92. (en) International Commission on the Holocaust in Romania (Commission Wiesel), *Final Report of the International Commission on the Holocaust in Romania*, Yad Vashem (The Holocaust Martyrs' and Heroes' Remembrance Authority), 2004, [10] ([http://yad-vashem.org.il/about\\_yad/what\\_new/data\\_whats\\_new/pdf/english/EXECUTIVE\\_SUMMARY.pdf](http://yad-vashem.org.il/about_yad/what_new/data_whats_new/pdf/english/EXECUTIVE_SUMMARY.pdf))
93. (en) « Final Report of the International Commission on the Holocaust in Romania ([http://yad-vashem.org.il/about\\_yad/what\\_new/data\\_whats\\_new/pdf/english/EXECUTIVE\\_SUMMARY.pdf](http://yad-vashem.org.il/about_yad/what_new/data_whats_new/pdf/english/EXECUTIVE_SUMMARY.pdf)) », sur *Yad Vashem*, International Commission on the Holocaust in Romania (Commission Wiesel), 2004.
94. (ro) Comisia Prezidențială pentru Analiza Dictaturii Comuniste din România, *Raport Final*, Bucarest, 2006 (lire en ligne ([https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/RAPORT%20FINAL\\_%20CADCR.pdf](https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/RAPORT%20FINAL_%20CADCR.pdf))).
95. (ro) Florin Constantiniu, *O istorie sinceră a poporului român*, Bucarest, Univers, 2002.
96. (ro) « Tab10. Populația stabilă după limba maternă – județe, municipii, orașe, comune ([http://www.recensamantromania.ro/wp-content/uploads/2013/07/sR\\_TAB\\_10.xls](http://www.recensamantromania.ro/wp-content/uploads/2013/07/sR_TAB_10.xls)) », sur *recensamantromania.ro*, juillet 2013.
97. « Roumanie (<http://www.francophonie.org/Roumanie.html>) », sur *francophonie.org* (consulté le 24 mars 2017).
98. Sanda Stolojan, *Avec de Gaulle en Roumanie*, L'Herne, 1991 (lire en ligne (<https://books.google.fr/books?id=rufAAAAMAAJ&dq=Sanda+Stolojan%2C+Avec+De+Gaulle+en+Roumanie>)).
99. Paul Morand, *Bucarest, avec deux cartes*, Plon, 1<sup>er</sup> janvier 1936.
100. *La Francophonie dans le monde, 2006-2007*, Nathan, p. 175.
101. (ro) « Populația rezidentă după etnie (Recensământ 2021) (<https://www.recensamantromania.ro/wp-content/uploads/2023/06/Tabel-2.02.1-si-Tabel-2.02.2.xls>) », sur *www.insse.ro*, INSSE (consulté le 21 septembre 2023)
102. (ro) « Tab14. Populația stabilă după etnie și religie – categorii de localități ([http://www.recensamantromania.ro/wp-content/uploads/2013/07/sR\\_TAB\\_14.xls](http://www.recensamantromania.ro/wp-content/uploads/2013/07/sR_TAB_14.xls)) », sur *recensamantromania.ro*, juillet 2013.
103. (ro) « Curs valutar mediu lunar - Curs mediu BNR (<http://www.curs-valutar-bnr.ro/curs-valutar-mediulunar>) », sur *www.curs-valutar-bnr.ro* (consulté le 11 novembre 2015).
104. (ro) « Salariul mediu a crescut în martie cu 5,7%, la 1.829 lei net (<http://www.mediafax.ro/social/salariul-mediul-a-crescut-in-martie-cu-5-7-la-1-829-lei-net-14221020>) », sur *Mediafax.ro*, 7 mai 2015 (consulté le 11 novembre 2015).
105. (ro) « Hotărârea nr. 1091/2014 pentru stabilirea salariului de baza minim brut pe tara garantat in plata (<http://lege5.ro/Gratuit/gqydojvgy/hotararea-nr-1091-2014-pentru-stabilirea-salariului-de-baza-minim-brut-pe-tara-garantat-in-plata>) », sur *Lege5* (consulté le 11 novembre 2015).
106. (ro) « ART. 43 Cotele de impozitare | Revista CFNET - Consultanță Finante (<http://codfiscal.net/80/art-43-cotele-de-impozitare>) », sur *Revista CFNET - Consultanță Finante* (consulté le 11 novembre 2015).
107. (ro) « Pensia medie a crescut la 890 de lei, iar numarul pensionarilor este egal cu cel al salariatilor. 1,3 milioane de persoane primesc pensie de urmas sau de invaliditate ([http://economie.hotnews.ro/stiri-finante\\_banci-20231472-pensia-medie-crescut-890-lei-iar-numarul-pensionarilor-este-egal-cel-salariatilor-1-3-milioane-persoane-primesc-pensie-urmas-sau-invaliditate.htm](http://economie.hotnews.ro/stiri-finante_banci-20231472-pensia-medie-crescut-890-lei-iar-numarul-pensionarilor-este-egal-cel-salariatilor-1-3-milioane-persoane-primesc-pensie-urmas-sau-invaliditate.htm)) », sur *HotNewsRo*, 13 juin 2015 (consulté le 11 novembre 2015).

108. (ro) « Cum a evoluat salariul minim, în România ultimilor 16 ani? (<http://legestart.ro/cum-evoluat-salariul-minim-romania-ultimilor-15-ani/>) », sur *legestart.ro*, 27 janvier 2015 (consulté le 11 novembre 2015).
109. (en) « The World Factbook — Central Intelligence Agency (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2001rank.htm>) », sur *cia.gov*.
110. « Rata somajului, in ianuarie, a crescut cu 0,2 % fata de decembrie si a ajuns la 4,3 % (<http://www.mybank.ro/ultimele-stiri/rata-somajului-in-ianuarie-a-crescut-cu-02-fata-de-decembrie-si-a-ajuns-la-43-v10347.html>) », sur *mybank.ro* (consulté le 30 juillet 2019)
111. [PDF] [11] ([http://www.dnet.at/elis/Arbeitsmarkt/aminter\\_ALQJugendinter\\_Jahr\\_en.pdf](http://www.dnet.at/elis/Arbeitsmarkt/aminter_ALQJugendinter_Jahr_en.pdf)).
112. La Roumanie s'ouvre aux ouvriers asiatiques pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre ([https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/17/la-roumanie-s-ouvre-aux-ouvriers-asiatiques-pour-faire-face-a-la-penurie-de-main-d-uvre\\_6109825\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/17/la-roumanie-s-ouvre-aux-ouvriers-asiatiques-pour-faire-face-a-la-penurie-de-main-d-uvre_6109825_3210.html)), *lemonde.fr*, 17 janvier 2022
113. « Romania - Country Commercial Guide (<https://www.trade.gov/country-commercial-guides/romania-information-communications-technology-ict>) », sur *trade.gov* (consulté le 8 août 2022)
114. Global Tech Forum, « Global Tech Forum ([http://globaltechforum.eiu.com/index.asp?layout=rich\\_story&doc\\_id=9234&categoryid=&channelid=&search=romania](http://globaltechforum.eiu.com/index.asp?layout=rich_story&doc_id=9234&categoryid=&channelid=&search=romania)) »
115. « The report, Offshore Romania 2003, claims that not only is the cost of using and providing IT services in Romania much cheaper than in India, but the country is also home to an abundance of well-educated and highly skilled workers who have a better understanding of Western European culture than their Asian counterparts. ([http://news.zdnet.com/2100-9584\\_22-5074725.html](http://news.zdnet.com/2100-9584_22-5074725.html)) » (consulté le 28 mars 2009)
116. « On the occasion of the World Electronics Forum (Paris 2000), the "Worldwide ICT Professionals Market Situation Study" showed that, by 2008, Romania will be the only European country to have excellent IT specialists. (<http://www.iplevel.ro/index.php?mid=124&pid=24>) » (consulté le 28 mars 2009)
117. (ro) Centrul Logistic (<http://www.centru-logistic.ro/localizare.htm>) - Localizare România - Coridorul IV Pan European.
118. (ro) Transport - Business (<http://www.transport-business.ro/articol/Infrastructura-rutiera-ne-tine-in-loc-1010>) - Infrastructura rutieră ne ține în loc.
119. (ro) Rompres (<http://stiri.itbox.ro/stiri-online/diverse/romania-nu-are-infrastructura-rutiera-necesara-dezvoltarii-economice.html>) - România nu are infrastructura rutieră necesară dezvoltării economice.
120. (ro) Dezvoltarea și modernizarea infrastructurii de transport, Ministerul Transporturilor și Infrastructurii (lire en ligne (<http://www.mt.ro/VECHI/htpdocs/dgrfe/Strategie%20Prioritatea%20%20PND%202007-2013.pdf>)) [PDF].
121. (ro) « Ritmul de absorbție a fondurilor ISPA trebuie accelerat » ([http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID\\_14861/Ritmul-de-absorbție-a-fondurilor-ISPA-trebuie-accelerat.html](http://www.euractiv.ro/uniunea-europeana/articles%7CdisplayArticle/articleID_14861/Ritmul-de-absorbție-a-fondurilor-ISPA-trebuie-accelerat.html)), *Euractiv*, 18 septembre 2008.
122. <http://cnadnr.ro/proiecte.php?tip=98>.
123. (ro) Programul de construcție autostrăzi, Ministerul Transporturilor și Infrastructurii (lire en ligne ([http://www.mt.ro/autostrazi2007-2013/Evoluție%20autostrazi%202007%20\\_%202013\\_inserare\\_tabele.pdf](http://www.mt.ro/autostrazi2007-2013/Evoluție%20autostrazi%202007%20_%202013_inserare_tabele.pdf))) [PDF].
124. (ro) Strategia pentru România, Document al Băncii Europene Pentru Reconstrucție și Dezvoltare (lire en ligne (<http://www.ebrd.com/about/strategy/country/romania/stratrom.pdf>)) [PDF].
125. (ro) « Traficul aerian în România va scădea în 2009 sub media europeană (<http://www.financiarul.ro/2009/10/29/traficul-aerian-in-romania-va-scadea-in-2009-sub-media-europeana/>) », sur *financiarul.ro*, 29 octobre 2009 (consulté le 15 août 2016).
126. « Country/Economy Profiles: Romania, Page 329 Travel&Tourism ([http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_TravelTourismCompetitiveness\\_Report\\_2008.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_TravelTourismCompetitiveness_Report_2008.pdf)) », World Economic Forum (consulté le 16 mars 2017)
127. « Worldbank Tourism in Romania (<http://data.worldbank.org/indicator/ST.INT.ARVL?locations=RO>) », sur *worldbank.org* (consulté le 5 mai 2017)
128. (ro) « Tourism attracted in 2005 investments worth €400 million (<http://www.gandul.info/social/turismul-atras-2005-investitii-400-milioane-euro.html?3932;255059>) », *Gandul Newspaper* (consulté le 11 janvier 2008)
129. (en) Report from Romanian National Institute of Statistics (rapport) (lire en ligne (<https://web.archive.org/web/20080216015139/http://www.insse.ro/cms/files/statistici/comunicate/turism/a07/turism09e07.pdf>), consulté le 11 janvier 2008)  
« for the first 9 months of 2007 an increase from the previous year of 8.7% to 16.5 million tourists; of these 94.0% came from European countries and 61.7% from EU »
130. (en) « Tan and fun at the Black Sea (<https://web.archive.org/web/20071011041935/http://www.unseenromania.com/places-to-go-romania/tan-and-fun-at-the-black-sea.html>) », UnseenRomania (version du 11 octobre 2007 sur *Internet Archive*)
131. EDRI (en), « Romania: After PNR, a proposal for retention of tourist data » (<https://edri.org/romania-after-pnr-a-proposal-for-retention-of-tourist-data/>), 9 septembre 2015.
132. (ro) « Economia a crescut cu 6% anul trecut, peste asteptari. Leul a recuperat teren (<http://www.wall-street.ro/articol/Economie/38849/Economia-a-crescut-cu-6-anul-trecut-pesteste-asteptari-Leul-a-recuperat-teren.html>) », sur *wall-street.ro*, 5 mars 2008 (consulté le 17 août 2016).
133. (ro) « Bloomberg : Business : Inflatia anuala s-a accentuat in ianuarie la 7.26 nivel maxim pentru ultimele 20 de (<http://www.bloomberg.ro/busine ss/inflatia-anuala-s-a-accentuat-in-ianuarie-la-7-26-nivel-maxim-pentru-ultimele-20-de-luni>) », sur *bloomberg.ro*.
134. « Indice mondial de l'innovation 2024 : Quelles sont les économies les plus innovantes en 2024? (<https://www.wipo.int/fr/web/global-innovation-index/2024/index>) », sur *Organisation mondiale de la propriété intellectuelle*, 2024 (consulté le 15 novembre 2024)
135. « Archidélirants », *Le Point*, n° 2029, 4 août 2011, p. 36.
136. (en) « Largest administrative building: world record set by the Palace of the Romanian Parliament ([http://www.worldrecordsacademy.org/biggest/largest-administrative-building-world-record-set-by-the-Palace-of-the-Romanian-Parliament\\_80185.htm](http://www.worldrecordsacademy.org/biggest/largest-administrative-building-world-record-set-by-the-Palace-of-the-Romanian-Parliament_80185.htm)) », sur *worldrecordsacademy.org*.
137. Albert D'Haenens, *La Roumanie*, Bruxelles, Artis-Historia
138. Gabriel Bade-Paun, *Les peintres roumains et la France*, In Fine, juin 2019
139. Alex Potts, *The Sculptural Imagination: Figurative, Modernist, Minimalist*, Yale University Press, p. 127-139, (ISBN 978-0300088014), 432 p.
140. « Inna Biography (<https://www.bbc.co.uk/music/artists/99efca32-eea1-45fb-92cb-8798976a9769>) », BBC (consulté le 26 octobre 2013)
141. « 10 One-Hit Wonders to Be or Not to Be? (<http://www.vh1.in/music/features/list/10-one-hit-wonders/alexandra-stan-mr-saxobeat>) », *vh1.i*, 7 mars 2014
142. Dan Arsenie, « Paula Seling despre rezultatul la Eurovision 2010: "Mai bine de atât nu se putea!" (<https://www.evz.ro/detalii/stiri/eurovision-2010-romania-bronz-germania-locul-intai-896221.html>) », *EVZ.ro* (consulté le 29 août 2011)
143. « Roumanie: début du très important festival de théâtre de Sibiu », *RTBF Info*, 27 mai 2011 (lire en ligne ([https://www.rtbf.be/info/societe/detail\\_roumanie-debut-du-tres-important-festival-de-theatre-de-sibiu?id=6178693](https://www.rtbf.be/info/societe/detail_roumanie-debut-du-tres-important-festival-de-theatre-de-sibiu?id=6178693)), consulté le 15 février 2017).
144. [vidéo] « 1/2 Clown Clown Clown RIRE RIRE RIRE - Un véritable festival de Clown (<https://www.youtube.com/watch?v=a4zabyq3iXU>) », sur *YouTube*.
145. Article de presse et photos in *Viata Liberta* par Angela Ribinciuc [http://pdf.viata-libera.ro/2007/10\\_octombrie/Vlg\\_22\\_oct.pdf](http://pdf.viata-libera.ro/2007/10_octombrie/Vlg_22_oct.pdf).
146. « Festivalul International de Film Transilvania (<http://www.tiff.ro>) », sur *tiff.ro*.

147. < <http://devw.pergame.net/pergame.net/cms/articleview/id/3167> (<http://devw.pergame.net/pergame.net/cms/articleview/id/3167>) > (Archive.org ([http://web.archive.org/web/\\*http://devw.pergame.net/pergame.net/cms/articleview/id/3167](http://web.archive.org/web/*http://devw.pergame.net/pergame.net/cms/articleview/id/3167)) • Wikiwix (<https://archive.wikiwix.com/cache?url=http://devw.pergame.net/pergame.net/cms/articleview/id/3167>) • Archive.is (<https://archive.is/http://devw.pergame.net/pergame.net/cms/articleview/id/3167>) • Google (<https://webcache.googleusercontent.com/search?hl=fr&q=cache:http://devw.pergame.net/pergame.net/cms/articleview/id/3167>) • Que faire ?),
148. < Christina Bradatan, Cuisine and Cultural Identity in Balkans (<http://scholarworks.iu.edu/journals/index.php/aeer/article/view/362/437>) > , Scholarworks.iu.edu (consulté le 15 août 2014)
149. Gourmet European Recipes, « Romanian Recipes – like mom used to make (<http://www.gourmet-european-recipes.com/romanian-recipes.html>) » , sur *www.gourmet-european-recipes.com-gb* (consulté le 2 mai 2017)
150. « 28 Romanian Foods The Whole World Should Know – oneJive (<http://onejive.com/28-romanian-foods-the-whole-world-should-know/>) » , sur *onejive.com-US*, 5 mars 2014 (consulté le 2 mai 2017)
151. « Retete traditionale Moldova: retete peste sau cu carne de porc. (<http://www.bucataras.ro/retete-traditionale/140/>) » , Bucataras.ro, 15 décembre 2008 (consulté le 29 août 2011)
152. « Bucatarie romaneasca – Cultura si retete – Articole ([http://gastronomie.ele.ro/Bucatarie\\_romaneasca\\_--a304.html](http://gastronomie.ele.ro/Bucatarie_romaneasca_--a304.html)) » , Gastronomie.ele.ro (consulté le 29 août 2011)
153. « Ţuica production consumed 75% of Romanian plums in 2003 ([http://www.regard-est.com/home/breve\\_contenu.php?id=868](http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=868)) » , Regard-est.com (consulté le 29 août 2011)
154. « Study in Romania ([http://www.educations.com/Study\\_in\\_Romania\\_d2929.html](http://www.educations.com/Study_in_Romania_d2929.html)) » , Educations.com, 5 février 2008 (consulté le 14 mars 2011)
155. « Beer consumption per capita in 2008 ([https://www.kirinholdings.com/en/newsroom/release/2009/1221\\_01.html#table3](https://www.kirinholdings.com/en/newsroom/release/2009/1221_01.html#table3)) » , kirinholdings.co.jp (consulté le 7 février 2023)
156. « Football's impact in the Romanian economy reaches EUR 740 million annually, FRF estimates show (<http://business-review.eu/news/football-impact-calculated-by-frf-reach-eur-740-million-annually-182339>) » , 28 août 2018
157. « Studiu IRES: Fotbalul, cel mai iubit sport in Romania; Simona Halep, locul patru in clasamentul celor mai mari sportivi romani ai tuturor timpurilor – Fotbal – HotNews.ro (<https://sport.hotnews.ro/stiri-fotbal-17477396-studiu-ires-fotbalul-cel-mai-iubit-sport-romania-simona-halep-locul-patru-clasamentul-ceilor-mai-mari-sportivi-romani-tuturor-timpurilor.htm>) » , sur *sport.hotnews.ro*, 13 juin 2014
158. « Davis Cup – Teams (<https://www.daviscup.com/en/teams/team.aspx?id=ROU>) » , sur *www.daviscup.com*
159. « Horia Tecau (<https://www.atptour.com/en/players/horia-tecau/t749/overview>) » , sur *atptour.com* (consulté le 20 juillet 2019)
160. « Romanian Results and Medals in the Olympic Games (<https://www.olympiandatabase.com/index.php?id=28796&L=1>) » , sur *www.olympiandatabase.com*
161. En république de Moldavie, toute référence à la roumanophonie est qualifiée par les autorités de « manifestation de l'impérialisme roumain et de ses partisans » (décrits comme des « adversaires de la nation et agents d'une puissance étrangère ») sur [12] (<http://www.parlament.md/download/laws/ro/546-XV-19.12.2003.doc>) et Academia Romana combate "limba moldovenească" : ZIUA (<http://www.ziua.ro/news.php?data=2007-11-22&id=1760>).
162. (ro) Académie d'études économiques (Bucarest), *Imaginea României în străinătate*, Bucarest, 2008.
163. Conformément à la loi n° 202/2008.

## Voir aussi

Sur les autres projets Wikimedia :

-  *Roumanie* (<https://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Romania?uselang=fr>), sur Wikimedia Commons
-  *Atlas de la Roumanie* ([https://commons.wikimedia.org/wiki/Atlas\\_of\\_Romania?uselang=fr](https://commons.wikimedia.org/wiki/Atlas_of_Romania?uselang=fr)), sur Wikimedia Commons
-  *Roumanie*, sur le Wiktionnaire
-  *Roumanie*, sur Wikinews
-  *Roumanie*, sur Wikivoyage

## Bibliographie

- (en) Constantin Daicoviciu, *Romania : Geography, History, Economy, Culture*, Meridiane Publishing House, 1966, 202 p.
- Constantin Daicoviciu et aEmil Condurachi, *Roumanie*, Nagel, 1972, 250 p..

## Articles connexes

- Dacie
- Fondul Proprietatea (Fonds « Propriété »)
- Institut français de Roumanie
- Liste de personnalités d'origine aroumaine
- Liste de personnalités d'origine roumaine
- Mouvement unioniste en Moldavie et Roumanie
- Opération Villages roumains
- Histoire de la Roumanie pendant la Seconde Guerre mondiale
- Liste de cités antiques en Thrace et Dacie (en)



Une **catégorie** est consacrée à ce sujet : *Roumanie*.

- [Sept merveilles de Roumanie \(en\)](#)

## Liens externes

- Notices d'autorité : ISNI (<https://isni.org/isni/0000000123587092>) · BnF (<https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb11865467h>) (données (<https://data.bnf.fr/ark:/12148/cb11865467h>)) · IdRef (<http://www.idref.fr/027262952>) · LCCN (<http://id.loc.gov/authorities/n79049551>) · GND (<http://d-nb.info/gnd/4050939-4>) · Japon (<https://id.ndl.go.jp/auth/ndlna/00569801>) · Espagne (<https://datos.bne.es/resource/XX4575363>) · Israël (<https://www.nli.org.il/en/authorities/987007561817905171>) · Vatican ([https://opac.vatlib.it/auth/detail/494\\_36670](https://opac.vatlib.it/auth/detail/494_36670)) · Canada ([https://www.collectionscanada.gc.ca/canadiana-authorities/index/view?index\\_name=cdnAutNbr&lang=fr&search\\_text=0000J8453&p](https://www.collectionscanada.gc.ca/canadiana-authorities/index/view?index_name=cdnAutNbr&lang=fr&search_text=0000J8453&p)) · Australie (<http://nla.gov.au/anbd.aut-an35460408>) · Norvège (<https://authority.bibsys.no/authority/rest/authorities/html/90797791>) · Tchèque ([https://aleph.nkp.cz/F/?func=find-c&local\\_base=aut&ccl\\_term=ica=ge130694](https://aleph.nkp.cz/F/?func=find-c&local_base=aut&ccl_term=ica=ge130694)) · Portugal (<http://urn.bn.pt/nca/unimarc-authorities/txt?id=120507>) · Brésil ([http://acervo.bn.br/sophia\\_web/autoridade/detalhe/000079980](http://acervo.bn.br/sophia_web/autoridade/detalhe/000079980))
- Notices dans des dictionnaires ou encyclopédies généralistes : *Britannica* (<https://www.britannica.com/place/Romania>) · *Brockhaus* (<http://brockhaus.de/ecs/enzy/article/rum%C3%A4nien>) · *Den Store Danske Encyklopædi* (<https://denstoredanske.lex.dk/Rum%C3%A6nien/>) · *Dictionnaire historique de la Suisse* (<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F003369.php>) · *Dizionario di Storia* ([https://www.treccani.it/enciclopedia/romania\\_\(Dizionario-di-Storia\)/](https://www.treccani.it/enciclopedia/romania_(Dizionario-di-Storia)/)) · *Enciclopedia italiana* ([https://www.treccani.it/enciclopedia/romania\\_\(Enciclopedia-Italiana\)/](https://www.treccani.it/enciclopedia/romania_(Enciclopedia-Italiana)/)) · *Enciclopedia De Agostini* (<http://www.sapere.it/enciclopedia/Roman%C3%ACa.html>) · *Gran Enciclopèdia Catalana* (<https://www.enciclopedia.cat/EC-GEC-0056632.xml>) · *Internetowa encyklopedia PWN* (<https://encyklopedia.pwn.pl/haslo/4169131>) · *Nationalencyklopedin* (<https://www.ne.se/uppslagsverk/encyklopedi/lång/rum%C3%A4nien>) · *Store norske leksikon* (<https://snl.no/Romania>) · *Treccani* (<http://www.treccani.it/enciclopedia/romania>) · *Universalis* (<https://www.universalis.fr/encyclopedia/roumanie/>)
- Ressources relatives à la géographie : *Marine Gazetteer* (<http://www.marineregions.org/gazetteer.php?p=details&id=2241>) · *Mindat.org* (<https://www.mindat.org/loc-14254.html>)
- Ressource relative au spectacle : *Archives suisses des arts de la scène* (<https://data.performing-arts.ch/p/c3c9ec87-44d9-4013-b551-1df1757d37b5>)
- Ressource relative à la vie publique : *Parlement du Royaume-Uni* (<https://beta.parliament.uk/people/BtDNXlaf>)
- Ressource relative au vivant : *Invasive Species Compendium* (<https://www.cabi.org/isc/datasheet/108548>)
- Ressource relative à la santé : *Medical Subject Headings* (<https://meshb.nlm.nih.gov/record/ui?ui=D012383>)
- Ressource relative à la bande dessinée : *Comic Vine* (<https://comicvine.gamespot.com/wd/4020-55923/>)
- Ressource relative aux beaux-arts : *Grove Art Online* (<https://doi.org/10.1093/gao/9781884446054.article.T073141>)
- Ressource relative à l'audiovisuel : *France 24* (<https://www.france24.com/fr/tag/roumanie/>)
- Ressource relative à la musique : *MusicBrainz* (<https://musicbrainz.org/area/61ed84b8-5a10-30a7-8376-ccd51801d6d1>)
- **(en)** *Rapport WEO avril 2022* (<https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April/weo-report>)